

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 255 du 27.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Tiré a part

Rania Awwad : Chronologie : 2005-2007 : Gaza, comment le piège s'est refermé
1 Médias

1-1 Thierry Meyssan : L'obsession du complot islamique mondial.

2 Les brèves

2-1 Marie Nassif-Debs : Le projet étasunien est-il passé au stade de « l'irakisation » de l'Orient arabe ?

2-2 Abbas se félicite de la nomination de Blair émissaire du Quartette.

2-3 Le travail de Quartette au Proche-Orient, selon Ahern et Marc Otte.

2-4 Olmert promet de libérer 250 Palestiniens.

2-5 L'UE appelle à l'ouverture de la frontière entre Israël et Gaza.

2-6 Situation délicate pour les Palestiniens en Irak, souligne le HCR.

3 Dossier

3-1 Le Hamas déclare que l'agression de l'armée israélienne contre Gaza est le fruit d'un accord ourdi secrètement entre Abbas et Olmert.

3-2 Zahhar : "Nous avons trouvé des informations secrètes « choquantes » dans les QG de la sécurité palestinienne à Gaza".

3-3 Point de vue de Tariq Ramadan : En Palestine condamnée.

3-4 Point de vue de John Pilger : Palestine : une nation entière prisonnière d'Israël.

3-5 Point de vue de [Cirepal](#) : Aider Israël ou comment rendre la résistance illégale.

3-5 Point de vue de Khaled Amayreh : Les Palestiniens n'accepteront pas un gouvernement de Vichy .

3-6 Point de vue de Khaled Amayreh : Les mesures que va prendre Israël pour renforcer Abbas contre le Hamas.

3-7 Point de vue de Point de vue de Cirepal : Lorsque les fusées sur Sderot exaspèrent...

3-8 Point de vue de Samah Jabr : Mémoires de douleurs et blessures nouvelles.

3-9 Point de vue de Kirsty Campbell, Jeremy Hobbs : Gaza : "La communauté internationale ferme les yeux".

3-10 Point de vue de Cirepal : Les amis arabes des Etats-Unis piétinent leur légalité.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Robert Malley : "Sans accorder un rôle au Hamas, il ne peut y avoir ni sécurité ni processus de paix".

4-2 La Paix Maintenant : Israël doit lever 43 barrages en Cisjordanie.

5 Annexe

5-1 Discours de Haniya : "La faction traître" à l'intérieur du Fatah.

5-2 Anwar Raja, du FPLP-CG : "Sans l'encerclement des putschistes, il y aurait eu une guerre civile".

5-3 Déclaration commune de plusieurs organisations communistes et socialistes : Au sujet de la situation en Palestine.

Dernières nouvelles

25-06

Le sommet "n'a rien apporté de neuf à notre peuple, en dehors de certaines discussions sur certaines sommes d'argent, qui nous ont été volées", a réagi Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas.

"Le seul bénéficiaires de ces sommets est l'ennemi sioniste", a renchéri Mouchir al Masri, qui siégeait sur les bancs de la majorité islamiste dans un Conseil législatif palestinien désormais moribond.

"Il est étonnant qu'au moment où Abbas ferme la porte des discussions avec le Hamas, il court au devant d'Olmert et implore une rencontre",

Source : 25-06 Reuters

AP

27-07

Dans un décret publié dans la nuit de mardi à mercredi, Abbas ordonne :

"Tous les milices et les organisations militaires sont interdites, peu importe leur appartenance", a dit un responsable des services d'Abbas mercredi à propos de ce décret. "Le gouvernement doit mettre fin au phénomène des groupes militaires et se doit d'appliquer la loi qui interdit le transport d'armes et d'explosifs".

AP

27-07

La radio du Hamas a annoncé qu'un avion israélien avait tiré sur un véhicule près de Gaza. La radio ne fait pas état de victimes et ne donne aucune précision sur la cible présumée de la frappe israélienne.

Un peu plus tôt, des responsables hospitaliers palestiniens avaient déclaré qu'un homme et un enfant avaient été tués dans ce secteur par ce qui semblait être un tir de char ou de l'artillerie israélienne.

AP

(Reuters)

27-06

Deux incursions israéliennes et d'un raid aérien dans la bande de Gaza.

Deux Palestiniens ont été tués lors d'une incursion de l'armée israélienne dans la partie orientale de la ville de Gaza, qui a fait aussi quatre blessés parmi les membres d'une même famille, a-t-on précisé de mêmes sources.

Un Palestinien a trouvé la mort et deux autres ont été blessés quand les troupes de l'Etat hébreu sont intervenues dans le secteur oriental de la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

Un résistant du Jihad islamique a été tué quand un appareil israélien a tiré un missile contre le quartier de Chejaya, dans la ville de Gaza, selon une source médicale palestinienne.

(Reuters- AFP 08h22)

(Reuters) -

27-07

Les sionistes maintiennent la bande de Gaza sous pression militaire, et l'isole politiquement et financièrement. Deux incursions et un raid aérien.

Aggression menée dans la ville de [Gaza](#) et à Khan Younès, dans le sud.

A Gaza comme à Khan Younès, l'infanterie et les blindés israéliens se sont heurtés à la résistance qui ont fait usage de roquettes antichars et d'engins explosifs, rapportent des habitants.

Les militaires ont tué trois résistants près de Khan Younès

Gaza : 4 résistants auxquels s'ajoutent un enfant de 12 ans, deux civils et un homme non identifié, ont trouvé la mort à Gaza, rapportent les témoins et le personnel médical. Près de cinquante blessés ont par ailleurs été signalés.

Cette incursion, a réagi Faouzi Barhoum, porte-parole du Hamas, entre dans le cadre du "complot fomenté avec l'aide d'Abbas pour faire pression sur le Hamas et le peuple de Gaza".

A Tel Aviv, une porte-parole de Tsahal a confirmé que deux soldats ont blessés par une roquette antichars. (Reuters- AFP 08h22)

28-06

Six militaires israéliens blessés lors d'une opération

"Six soldats dont un officier ont été blessés par les éclats d'engins explosifs alors qu'ils participaient à une opération dans la Vieille ville de Naplouse" dans le nord de la Cisjordanie,

Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, ont revendiqué l'attaque d'engins explosifs contre l'armée.

Selon une source sécuritaire palestinienne, les militaires sont arrivés à Naplouse à bord de huit jeeps.

(AFP 07h21)

28-06

L'Égypte va renvoyer une délégation d'experts de la sécurité dans la bande de Gaza "quand la situation se sera calmée" et reprendre ensuite sa médiation entre factions palestiniennes, annonce le président Moubarak
L'Égypte a retiré sa délégation de la bande de Gaza le 15 juin, soit au lendemain de la prise de contrôle par le Hamas de ce territoire, et le gouvernement égyptien a imputé ce développement à l'absence d'autorité légitime à Gaza.

Dans d'autres interviews qu'il a accordées mardi, le président égyptien donne à penser que l'Égypte pourrait avoir changé de position sur la prise de la bande de Gaza par le Hamas. Il prédit que le Hamas et le Fatah finiront par s'entendre.

Dans l'entretien au Yedioth Ahronoth, Moubarak déclare que les négociations entre le Hamas et le Fatah devraient aboutir à un accord sur la mise en place d'un appareil de sécurité palestinien unifié et l'octroi des pleins pouvoirs au président de l'Autorité palestinienne.

28-06.

Réagissant à Moubarak, Salam Fayyad a déclaré à Reuter :

"Voici les principes-clés que tout le monde doit accepter pour que des mesures significatives puissent être prises : d'abord, le Hamas doit renoncer à toute revendication de légitimité pour son régime dans la bande de Gaza ; ensuite, il faut que les mesures constitutionnelles prises par le président soient acceptées."

Reuter

Tiré a part

Rania Awwad : [Chronologie : 2005-2007 : Gaza, comment le piège s'est refermé](#)

2005

12 septembre. Retrait des derniers soldats israéliens de la bande de Gaza.

2006

25 janvier. Le Hamas obtient la majorité des sièges au Conseil législatif lors des élections.

1er février. Début d'une tournée de dirigeants du Hamas dans différents pays arabes, pour récolter des fonds afin de payer les fonctionnaires.

4 février. Première rencontre entre Mahmoud Abbas et des dirigeants du Hamas à la suite d'accrochages entre des unités du Hamas et du Fatah dans la bande de Gaza.

18 février. Ismail Haniyeh (Hamas) est investi comme premier ministre.

19 février. Israël décide d'appliquer des sanctions économiques à l'encontre de l'Autorité palestinienne.

26 février. Le gouvernement israélien annonce qu'il ne négociera pas avec le Hamas tant que celui-ci n'aura pas renoncé à la lutte armée, reconnu Israël et accepté les accords d'Oslo.

31 mars. Washington annonce le boycott du gouvernement palestinien.

6 avril. Mahmoud Abbas nomme Mohammad Dahlan — ancien chef de la Sécurité préventive (contre-terrorisme) et homme fort du Fatah à Gaza — conseiller pour la sécurité auprès de la présidence.

7 avril. L'Union européenne et Washington annoncent la suspension de l'aide directe au gouvernement palestinien.

17 avril. Un attentat suicide à Tel Aviv cause la mort de 11 personnes. Il est revendiqué par le Jihad Islamique.

20 avril. Le gouvernement crée une force d'intervention spéciale, baptisée « Force exécutive », composée de 5 000 hommes et contrôlée par le Hamas. Son déploiement dans la bande de Gaza, quelques jours plus tard, provoque des accrochages avec les services de sécurité et de police de l'Autorité palestinienne, eux-mêmes

dominés par le Fatah.

25 mai. Ouverture du dialogue national qui réunit des représentants du Fatah et du Hamas.

14 juin. Accord entre le Hamas et le premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, pour intégrer la Force exécutive dans la police.

16 juin. L'Union européenne met en place un système d'aide humanitaire indirecte en faveur des Palestiniens.

25 juin. Un commando palestinien attaque un poste frontière israélien, tue deux soldats et en enlève un troisième, le caporal Gilad Shalit.

27 juin. Le Hamas accepte de signer le document d'« entente nationale » reconnaissant implicitement l'existence d'Israël.

28 juin. Début d'une vaste offensive terrestre et aérienne dans la bande de Gaza, surnommée « Pluies d'été ». L'armée israélienne arrête huit ministres, des dizaines de députés et d'autres responsables du Hamas.

25-31 juillet. 29 personnes, dont au moins 13 militants palestiniens, sont tuées lors d'une incursion israélienne dans la bande de Gaza.

5 août. L'armée israélienne arrête le président du Parlement palestinien, Aziz Doueik, à son domicile de Ramallah. Le vice-premier ministre Nasser Shaer sera arrêté à son tour le 19.

1er septembre. Lors d'une réunion de donateurs, à Stockholm, la communauté internationale s'engage à verser 500 millions de dollars d'aide aux Palestiniens, qui subissent une grave crise financière provoquée par la suspension de l'aide internationale et le gel des droits de douane dus par Israël à l'Autorité palestinienne.

1er octobre. Début d'affrontements sanglants entre les milices du Hamas et du Fatah dans la bande de Gaza.

1er-8 novembre. Une offensive terrestre et aérienne israélienne ainsi que des incursions menées parallèlement en Cisjordanie causent la mort d'une soixantaine de Palestiniens.

14 décembre. Le convoi du premier ministre Ismaïl Haniyeh est pris pour cible par des tirs près du terminal de Rafah, à la frontière entre l'Égypte et Gaza. Le Hamas accuse le Fatah d'être responsable de cette attaque. Des affrontements armés éclatent entre les partisans des deux mouvements. En neuf mois, les violences interpalestiniennes ont fait 320 morts.

16 décembre. Mahmoud Abbas appelle à des élections anticipées pour sortir de l'impasse.

2007

6 janvier. Mahmoud Abbas déclare hors-la-loi la Force exécutive.

8 février. Le Hamas et le Fatah signent à Riyad (Arabie saoudite) un accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh, censé mettre un terme aux violences interpalestiniennes qui ont fait 90 morts depuis décembre.

12 mars. Le correspondant de BBC World, Alan Johnston, est enlevé par des hommes armés se réclamant d'un groupe inconnu jusqu'alors, l'Armée de l'Islam. Celle-ci réclame en échange du journaliste britannique la libération d'islamistes détenus en Grande-Bretagne.

15 mars. Ismaïl Haniyeh présente la démission de son gouvernement à Mahmoud Abbas, qui l'accepte et charge le premier ministre de former un nouveau gouvernement.

17 mars. Ismaïl Haniyeh forme un gouvernement d'union nationale qui est investi par le Parlement palestinien. Israël refuse de le reconnaître mais la Norvège annonce qu'elle entend normaliser ses relations politiques et économiques avec celui-ci.

28 mars. Regain de violence entre partisans du Fatah et du Hamas.

7 avril. Premier raid israélien depuis plus de quatre mois dans la bande de Gaza.

14 avril. Le gouvernement palestinien vote un « plan de sécurité » censé ramener l'ordre dans les territoires et unifier les services de sécurité.

21 avril. Journée la plus sanglante depuis novembre 2006. Six Palestiniens sont tués lors d'opérations israéliennes.

24 avril. La branche armée du Hamas proclame la fin de la trêve avec Israël, et tire des dizaines de roquettes sur son territoire.

11 mai. Affrontements entre unités du Hamas et du Fatah dans la bande de Gaza, après le déploiement d'une « Force de sécurité nationale », fidèle au président Abbas, dans le cadre du plan de sécurité.

14 mai. Démission du ministre de l'intérieur, Hani al-Qawasmeh.

15 mai. La branche armée du Hamas, appuyée par des hommes de la Force exécutive, attaque des membres de la sécurité palestinienne fidèle au président Abbas, à Karni (point de passage entre la bande de Gaza et Israël). 16 Palestiniens sont tués et une cinquantaine blessés.

17 mai. Israël riposte aux tirs de roquettes contre son territoire par des raids contre le Hamas, faisant neuf morts.

19 mai. Cinquième accord de cessez-le-feu entre le Hamas et le Fatah depuis le déclenchement des affrontements (50 morts depuis le 11).

21 mai. Israël menace de « décapiter » la direction politique du Hamas. Une Israélienne est tuée à Sdérot par une roquette palestinienne.

24 mai. Arrestation par l'armée israélienne d'une trentaine de responsables du Hamas en Cisjordanie.

26 mai : Poursuite des bombardements aériens menés par Israël.

7 juin. Première violation sérieuse du cessez-le-feu : un membre des services de sécurité est tué par des partisans du Hamas, près de Rafah.

12 juin. Attaques au mortier contre le bureau de Mahmoud Abbas à Gaza et contre la maison du premier ministre. Assauts du Hamas contre deux QG de la Sûreté nationale. Le Fatah menace de se retirer du

gouvernement d'union. La présidence accuse le Hamas de préparer un « *putsch* » et met en garde contre une guerre civile.

13 juin. Le Hamas lance un ultimatum aux services de sécurité fidèles au Fatah. Des hommes armés ouvrent le feu sur des manifestants qui défilaient dans Gaza pour protester contre les violences.

14 juin. Le QG de la Sécurité préventive tombe aux mains du Hamas après plusieurs heures de combats acharnés à Gaza. Les islamistes prennent le contrôle de deux services des renseignements à Gaza et s'emparent du complexe des services de sécurité à Rafah. Le Hamas annonce l'exécution d'un important chef militaire des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa (issues du Fatah), Samih al-Madhouné.

15 juin. Les membres du Quartet pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, Russie, ONU) affirment leur « *plein soutien* » au président palestinien Mahmoud Abbas. Celui-ci nomme Salam Fayyad, ex-ministre des finances, au poste de premier ministre du gouvernement d'urgence. Le Hamas dénonce une « *décision illégitime* ».

17 juin. Le président palestinien signe un décret entérinant la composition du gouvernement d'urgence, après la prise du pouvoir du Hamas à Gaza d'où de nombreux membres des services de sécurité, craignant une « *purge* », tentent de fuir.

18 juin. Le premier ministre israélien Ehud Olmert, qui a entamé une visite de trois jours aux Etats-Unis, évoque la possibilité d'un accord de paix avec le nouveau gouvernement palestinien « *modéré* » installé en Cisjordanie. De la mi-mai au 18 juin, les combats interpalestiniens ont fait 79 morts.

25 juin. Le sommet israélo-arabe de Charm El-Cheikh (Egypte), destiné à renforcer la position de Mahmoud Abbas en Cisjordanie, se solde par un échec, les Israéliens restant très flous sur la restitution des 600 à 700 millions de dollars « *confisqués* » à l'Autorité palestinienne, refusant de lever les 500 à 600 checkpoints installés en Cisjordanie et rejetant toute idée de négociation de paix. Seule décision : l'annonce par Ehud Olmert de la libération prochaine de 250 prisonniers du Fatah.

Rania Awwad

Le Monde diplomatique (juillet 2007)

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3982

www.aloufok.net

1 Médias/Vidéos

1-1 Thierry Meyssan : L'obsession du complot islamique mondial.

Faire en sorte que l'opinion publique occidentale approuve le traitement réservé aux Palestiniens par les forces sionistes et les guerres de prédation autour du Golfe persique requiert, face à la diversité des situations et à l'inévitable complexité de la réalité, des techniques de propagande élaborées visant à déshumaniser l'ennemi et réduire sa cause politique générale à l'obscurantisme religieux d'une minorité. Une maison de production financée par le régime israélien fait figure de véritable laboratoire dans ce domaine. Thierry Meyssan analyse les techniques mises en œuvre dans sa dernière production, *Obsession : Radical Islam's War Against the West*, un « documentaire » résolument consacré à la promotion du « Choc des civilisations ». Depuis un an, une mystérieuse maison de production tente de faire diffuser mondialement un « documentaire » consacré à « l'islam radical ». À ce jour, ce film a donné lieu à de nombreuses projections privées, y compris au Congrès des États-Unis, mais n'a trouvé d'audience de masse que lors de sa programmation par la chaîne néoconservatrice Fox News, fin octobre et début novembre 2006. Il a alors été vu par une dizaine de millions de personnes. Des versions sous-titrées en diverses langues ont été préparées, notamment en français. Il est peu probable que ce « documentaire » soit programmé par une chaîne française, tout au moins tant que les lois républicaines seront respectées, mais il trouvera peut-être un public par DVD ou téléchargement.

Intitulé *Obsession : Radical Islam's War Against the West* (*Obsession : la guerre de l'islam extrémiste contre l'Occident*), il tente en 78 minutes de démontrer que le monde musulman contemporain est plus malade encore que l'Allemagne nazie, qu'il est pénétré d'une obsession haineuse conduisant inéluctablement à une « guerre des civilisations », sorte de guerre civile globale dont le terrorisme est le signe précurseur.

Il s'agit en fait d'une *hasbarah* (c'est-à-dire en hébreu, d'une œuvre de propagande). Elle recourt classiquement à l'émotion, à la dissimulation, à l'amalgame et à la répétition, jusqu'à susciter une forte angoisse chez le spectateur, même le plus averti.

Le message de ce film peut se résumer ainsi : « Le complot jihadiste mondial est le fer de lance de l'islam qui est une civilisation nazie ». Ce slogan concentre les principaux arguments en faveur du « choc des civilisations » et les développe à outrance. Il offre donc une bonne occasion de réfléchir à leur pertinence et de s'en prémunir.

En premier lieu, le film pose l'existence d'un mouvement secret. Il affirme que diverses actions manifestent ce mouvement, lequel est défini par les actions diverses qu'il vient de lui attribuer. Le raisonnement est parfaitement circulaire. Il se nourrit de la juxtaposition d'images similaires entre elles et de commentaires d'experts. D'emblée, le spectateur est extrait du domaine du rationnel et plongé dans une horreur répulsive. Dans un second temps, le film pose que ce mouvement secret n'est pas un groupuscule, mais le fer de lance d'une civilisation d'un milliard d'hommes. Il affirme que les membres de ce mouvement sont les produits exemplaires d'une éducation de masse, qu'ils forment l'élite d'une civilisation. Pour ce faire, il décontextualise les images en faisant abstraction de situations politiques particulières et de la signification culturelle de gestes et d'expressions données.

Enfin, dans un troisième temps, le film pose que cette civilisation est nazie. Il revient sur l'alliance entre le grand mufti de Jérusalem, dont il fait le représentant de tous les musulmans, et le Reich nazi, mais en la décontextualisant complètement de sorte qu'elle n'a plus pour objet de libérer la Palestine britannique, mais d'exterminer les juifs d'Europe.

A. Le complot jihadiste mondial...

Dès les premières minutes, le spectateur est confronté à des images d'attentats survenus un peu partout dans le monde au cours des dix dernières années. Le président Bush déclare avec gravité qu'il s'agit là d'actes de guerre. Les attentats sont localisés sur un planisphère de manière à démontrer que ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 à New York n'est pas un acte isolé, mais une bataille parmi d'autres livrées par « l'islam extrémiste ». Tétanisé par la vue de ces images sanglantes, le spectateur ne remet pas en cause l'affirmation selon laquelle tous ces crimes ont une cause unique ; ce que classiquement les sociologues nomment la « théorie du complot ». J'ai évidemment quelque hésitation à employer ici ce concept, tant il a été dévoyé depuis six ans pour stigmatiser tous ceux —et moi en premier— qui se sont interrogés sur la version gouvernementale des attentats du 11 septembre. Quoi qu'il en soit, il s'agit ici de la « théorie du complot » au sens le plus strict. Les auteurs amalgament par exemple l'attentat du métro Saint-Michel (généralement attribué à une faction du gouvernement algérien) en 1996 et les attentats en Thaïlande en 2006 (revendiqués par les séparatistes de Pattani). Ils désignent une cause unique : « l'islam extrémiste ». Pour augmenter la pression, le surtitrage indique à chaque attentat le jour de la semaine : mardi à New York, jeudi à Madrid, jeudi encore à Londres, vendredi à Beslan, pourtant ces événements s'étalent sur une décennie

Une seyante politologue d'un think tank néoconservateur, Caroline Glick, explique que l'on ne doit pas considérer comme distinctes la lutte des Palestiniens et celle des Irakiens : tous, participent au jihad global. Le surtitrage omet d'indiquer que le capitaine Caroline Glick a servi au département des opérations psychologiques de Tsahal et a conseillé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Cette information aurait alerté le spectateur qui aurait plus facilement perçu le mobile de son intervention : si les Palestiniens, et d'autres, participent au jihad global, c'est qu'alors ils ne luttent pas pour le respect de leurs droits et qu'il n'y a rien à négocier avec eux. Un « journaliste palestinien », Khaled Abu Toameh, assure que tout cela fait partie d'une « campagne du jihad pour renverser l'Occident et saper les fondations mêmes de la chrétienté et du judaïsme ». Les références religieuses sur fond de cadavres déchiquetés et de victimes en pleurs sont assez puissantes pour paralyser toute réflexion. On aimerait pourtant savoir ce qu'est cet Occident judéo-chrétien qui comprend nous dit-on le Maroc, la Turquie, la Russie, la Thaïlande, etc. On souhaiterait comprendre ce que peuvent signifier des expressions comme « renverser l'Occident » ou « saper les fondements de la chrétienté ». Le surtitrage omet d'indiquer que Khaled Abu Toameh est journaliste au quotidien néoconservateur *The Jerusalem Post*.

Le professeur Robert Wistrich, président du Sasson Center, souligne qu'une partie de l'islam « *récuse un pilier central de la civilisation humaine : le caractère sacré de la vie* ». Apparaît alors Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, glorifiant ceux qui sont tués au nom de leur foi. Le montage dénature la déclaration du cheik Nasrallah : la plupart des religions —comme d'ailleurs de nombreuses idéologies séculières— font l'apologie du martyr (c'est-à-dire du sacrifice de soi), cela ne signifie pas qu'elles méprisent la vie, mais qu'elles lui attribuent un sens. Le surtitrage omet d'indiquer que le Sasson Center est un centre d'études de l'antisémitisme et que le professeur Wistrich est un conseiller du ministère des Affaires étrangères israélien. Le narrateur prend soin de préciser que le film n'est pas dirigé contre les musulmans dans leur ensemble, mais cette réserve n'a pas de sens au regard de la terminologie employée : s'il existe un islam extrémiste, c'est par opposition à un islam modéré ; et si l'islam extrémiste se manifeste par un très haut degré de violence, le terrorisme, c'est que l'islam modéré porte en lui un degré moindre de violence, la haine. Aussi, sur fond d'images du pèlerinage de la Mecque, le narrateur se demande-t-il immédiatement quel pourcentage de musulmans a déjà basculé de la haine vers le terrorisme. La réponse est de 10 à 15 %, ce qui serait l'équivalent, nous dit-on, de la population des États-Unis (Au diable l'arithmétique : pour 1,2 milliard de musulmans, cela fait 120 à 180 millions de personnes, tandis qu'il y a 300 millions d'habitants aux USA). D'une certaine manière, nous voilà rassurés : l'énorme puissance US ne panique pas devant quelques groupuscules, mais doit affronter un adversaire à sa mesure.

B. ...est le fer de lance de l'islam...

Puis, le documentaire présente la « culture du jihad ». Les musulmans seraient persuadés à tort que les États-Unis veulent dominer le monde et imposer leur mode de vie. Se croyant menacés, ils riposteraient en cherchant à leur tour à dominer le monde et à imposer leur mode de vie, l'islam en l'occurrence. Ce raisonnement opère un efficace jeu de miroir dans lequel le spectateur mesure l'erreur des autres à l'aune de sa propre vérité.

Dans ce contexte, le spectateur pense de manière ethnocentrique et interprète chaque citation qui lui est présentée sans tenir compte du contexte culturel. En réalité, le jihad est l'équivalent de ce que les chrétiens appellent le « devoir d'état ». C'est une ascèse ; à la fois quelque chose que le croyant doit accomplir là où il se trouve (selon son état) et qui, lorsqu'il l'accomplit, le transforme. Le jihad, c'est aussi bien faire la charité aux pauvres que défendre sa patrie, pourvu qu'on le fasse en s'approchant de Dieu.

Cette manipulation donne l'impression à un spectateur vivant dans une société de consommation que la culture du sacrifice qui permet de se transcender soi-même serait une culture du nihilisme, de la destruction et de l'auto-destruction. Un ancien « terroriste de l'OLP », Walid Shoebat, explique que la bonne traduction de « mon jihad » en allemand est *Mein Kampf* (allusion au livre programme d'Adolf Hitler). Cette référence à l'antisémitisme nazi est immédiatement suivie d'un extrait de prêche où un cheik exalté appelle, épée à la main, à couper la tête des juifs, sous les hurrahs de fidèles fanatiques.

Le spectateur est saisi de frisson. Il s'agit d'un effet de montage. En réalité, il est peu probable que Walid Shoebat ait jamais participé à des attentats de l'OLP : il serait passible de la peine de mort aux États-Unis où il vit librement. Il n'est pas musulman, mais chrétien sioniste. Le cheik exalté est un ouléma qui s'exprime dans une mosquée de Bagdad un mois avant l'invasion anglo-états-unienne. Il n'appelle pas à « tuer les juifs », mais à résister l'arme à la main aux envahisseurs sionistes.

Le documentaire se concentre sur la « culture de la haine » avec des images de foules scandant « Mort aux USA ! ». Après les attentats du 11 septembre, les États-Uniens ont eu tort de se demander pourquoi les arabes les haïssent, car cette haine ne vient pas de leur attitude, mais est inculquée aux arabes tout au long de leur éducation. Rien de fort précis ne venant étayer cette affirmation, plusieurs intervenants assurent que cette culture de la haine est entretenue par les dictateurs arabes pour détourner la colère de leurs peuples. Pour preuve, cette vidéo d'Hassan Nasrallah dénonçant la responsabilité des États-Unis dans les malheurs qui frappent le Proche-Orient. Les images s'enchaînent assez rapidement pour que le spectateur n'ait pas le temps de se demander de quel pays le leader de l'opposition libanaise peut bien être le dictateur.

La haine musulmane s'exprime à travers des scènes de liesse à Jérusalem et à Karachi après les attentats du 11 septembre.

Cependant, la vidéo tournée à Jérusalem le 11 septembre ne concerne qu'une vingtaine d'excités et n'a aucune représentativité. Tandis que la manifestation de Karachi ne célèbre pas la destruction du World Trade Center, mais dénonce l'attaque de l'Afghanistan.

Suivent des images d'États-Uniens tués dans des embuscades en Irak (2004) et en Somalie (1991), dont les corps sont traînés par la populace. Là encore les images sont diffusées hors contexte comme s'il n'y avait aucune ingérence US dans ces États et qu'il s'agissait de crimes gratuits.

Le documentaire dénonce « l'infiltration de l'islam extrémiste » en « Occident ». Le discours se fait ici plus subtil : l'islam serait porteur de valeurs différentes de celles de « l'Occident », les musulmans modérés seraient capables de s'intégrer en adoptant progressivement les valeurs occidentales, tandis que les musulmans radicaux seraient inassimilables et tenteraient de renverser les institutions occidentales. Cette présentation des choses, tout en prenant grand soin de ne pas accuser tous les musulmans, s'évertue à les rendre tous suspects. D'autant que ceux-ci tiennent un double langage selon qu'ils s'adressent au public occidental ou qu'ils parlent entre eux. Pour étayer cette affirmation, des images de Yasser Arafat se succèdent, le montrant successivement parler de paix à la Maison-Blanche et prêcher le jihad en Palestine.

Peu importe qu'Arafat ait été laïque, ses propos hors contexte servent la démonstration.

Des vidéos d'Abu Hamza al-Masri attestent la présence de fanatiques en Occident. Le célèbre prêcheur de Finsbury Park et ses acolytes célèbrent les attentats du 11 septembre, et appellent à tuer les non-musulmans.

Les vidéos sont commentées par Glenn Jenvey, l'agent de renseignement qui avait été infiltré dans son groupe et qui organisa sa mise en examen.

Il n'est pas précisé qu'Abu Hamza purge une peine de prison pour incitation à la haine raciale et que son groupe se limitait à quelques paumés. Au contraire le montage laisse croire qu'il est en activité et dispose de troupes nombreuses, comme s'il représentait un danger réel et proche.

Ils sont donc partout. Pour preuve, Brigitte Gabriel, une journaliste en croisade contre le politiquement correct qui restreint la liberté d'expression, assure que le Hamas a déployé une vaste organisation terroriste aux États-Unis. La situation est encore plus grave en Europe où la minorité musulmane est en pleine croissance. Celle-ci s'est soulevée en France, en novembre 2005, pour rejeter les valeurs occidentales.

(Bigre ! Pour conserver un peu de crédibilité, il va falloir couper ce passage avant de diffuser ce film en France).

Il n'est pas précisé que Mme Gabriel a fuit son Liban natal lorsque les troupes israéliennes avec lesquelles elle collaborait s'en retirèrent.

C. ...qui est une civilisation nazie

Des images d'archives montrent le chancelier Hitler appelant à la destruction de la race juive en Europe.

L'historien Sir Martin Gilbert dénonce la politique d'apaisement face au Reich nazi et les accords de Munich qui, en voulant préserver la paix, rendirent la guerre plus longue et plus atroce. De la même manière, nous dit-on, le fait de minimiser le péril islamique, alors que la volonté des jihadistes de détruire les juifs est établie, est une folie qui conduira à une confrontation générale. Le vieil Alfons Heck, un citoyen états-unien d'origine allemande, témoigne de son enfance parmi les Jeunesses hitlériennes et compare l'embrigadement dont il fut victime avec celui des jeunes musulmans. L'histoire se répète.

Pour accréditer ce parallèle, le montage amalgame des discours antisémites nazis et des discours anti-israéliens arabes et perses. De même, il alterne des images de jeunes combattants arabes et de jeunes hitlériens faisant, les uns et les autres, le salut romain. Le spectateur qui ignore la culture méditerranéenne assimile automatiquement tout serment solennel à un rituel nazi.

John Loftus, le procureur qui dirigea la traque des criminels nazis aux États-Unis, explique doctement que la culture musulmane considère les juifs comme non-humains et enseigne qu'Allah commande de les tuer. Itamar Marcus, directeur d'un centre d'étude des médias palestiniens, souligne que la propagande musulmane relaie les poncifs moyen-âgeux accusant les juifs de se nourrir du sang d'enfants chrétiens. Ainsi, la série *Diaspora* met en scène ce mythe du sacrifice rituel en laissant croire qu'il appartient à l'idéologie juive. Cependant, le plus grave ne serait pas cette scène, mais le moment où elle a été programmée sur les écrans : le ramadan, période où l'on regarde la télévision en famille.

Cette scène est odieuse. Malheureusement, elle ne veut pas dire grand chose car on n'aurait aucune difficulté à

en trouver de comparables dans de nombreuses « séries américaines » imputant des crimes imaginaires aux musulmans.

Le documentaire se poursuit en relevant le préjugé selon lequel les juifs manipuleraient les États-Unis et en le comparant à la théorie du complot juif mondial développée par les nazis. Le choc des images est si fort que le spectateur ne se rend pas compte que, précisément, depuis le début du film, le propos vise à dénoncer... un imaginaire complot islamique mondial.

Revenant au parallèle historique, plusieurs intervenants rappellent que le grand mufti de Jérusalem (qui était à son époque le leader du nationalisme palestinien) fit alliance avec Adolf Hitler en 1941 pour exterminer les juifs et qu'il créa une division SS musulmane.

Là encore, les images sont convaincantes, parce qu'elles éludent la complexité de la période historique et partent d'un présupposé erroné selon lequel la « question juive » aurait été l'enjeu de la Seconde Guerre mondiale. Ce que le documentaire reproche aux Palestiniens pourrait s'appliquer à presque tous les peuples colonisés de l'Empire britannique qui tentèrent de s'allier au Reich pour obtenir leur liberté. Ainsi, dans le cas des Indiens, le Mahatma Gandhi ne put se rendre en Allemagne, mais il écrivit à Adolf Hitler pour lui demander son aide, tandis que Chandra Bose constitua une division SS hindoue. Cela n'a rien à voir avec l'antisémitisme nazi, mais les séquences précédentes qui accrédiétaient l'idée d'un antisémitisme musulman ont balayé cette objection. Suivent des images de profanation de synagogue par les nazis, de profanations d'églises en Bosnie, au

Nigéria, et en Irak, et de profanation de temple hindou en Indonésie, toutes attribuées à des musulmans. Et même d'une croix brûlée en public à Londres. Que veulent-ils donc ? Et John Loftus de répondre : « *C'est très simple. Ils veulent tuer les juifs, renverser la démocratie et détruire la civilisation occidentale* ».

Le documentaire se termine sur un message d'espoir accompagné d'une musique réconfortante après tant d'images éprouvantes. De même que Roosevelt conduisit la guerre contre les nazis, de même les États-Unis d'aujourd'hui doivent faire obstacle au fascislanisme en s'appuyant sur les musulmans modérés. Face au Mal, la pire chose serait de ne rien faire. *The End.*

Thierry Meyssan

Les producteurs

Obsession : Radical Islam's War Against the West a été produit par une *yeshiva* (école talmudique), la Aish HaTorah, largement financée par les autorités israéliennes. Cette organisation dispose d'une association de relations publiques, la Hasbara Fellowship, qui s'est récemment distinguée en organisant des campagnes de protestation contre l'ancien président états-unien Jimmy Carter coupable d'avoir qualifié le traitement des Palestiniens d'*apartheid*. Elle dispose également d'une association de monitoring et de production audiovisuelle, Honest Reporting, revendiquant 140 000 adhérents en Israël. L'ensemble est dirigé par le rabbin Ephraim Shore, et son adjoint Yarden Frankl, un lobbyiste de l'AIPAC

Le film *Obsession : Radical Islam's War Against the West* sous-titré en français

Nb : sous-titrage non officiel.

Une version non sous-titrée est disponible à cette adresse :

<http://www.youtube.com/watch?v=gG1gSdBhhjE>

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Marie Nassif-Debs : Le projet étatsunien est-il passé au stade de « l'irakisation » de l'Orient arabe ?

[Extrait]

Nous nous trouvons, aujourd'hui, au commencement de l'étape durant laquelle les États-Unis cherchent à légitimer l'émiettement de l'Irak en trois États dans lesquels, chaque jour, la lutte fratricide tue des dizaines de personnes, sans compter les blessés, et éloigne encore plus les chances d'un retour à l'unité.

D'ailleurs, tout le monde mesure exactement les répercussions de cette lutte fratricide, de caractère confessionnel sunnite-chiite, non seulement sur l'Irak, mais sur la région arabe tout entière.

Et, là, une question se pose : les États-Unis cherchent-ils à implorer toute la région du Golfe arabe, dont l'Arabie saoudite, anticipant ainsi sur la possibilité que les mouvements « salafistes » fondamentalistes (qu'ils avaient, eux-mêmes, formés pour faire face au communisme) ne mettent la main sur le gouvernement de ce pays et, par suite, sur les sources d'énergie que son sol recèle ?

Marie Nassif-Debs

Sur http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3975
www.aloufok.net

2-2 Abbas se félicite de la nomination de Blair émissaire du Quartette.

Abbas s'est félicité mercredi de la nomination de l'ex-Premier ministre britannique Blair comme émissaire du Quartette international pour le Proche-Orient.

"Le président Abbas, qui a été consulté au sujet de (cette nomination), assure qu'il travaillera avec M. Blair pour parvenir à la paix sur la base de deux Etats" israélien et palestinien. "Le président Abbas salue la nomination de M. Blair comme émissaire du Quartette",. "Il est sûr que l'engagement de M. Blair envers la paix est réel et fort et nous sommes certains que sa nomination aidera à l'édification des institutions de l'Autorité palestinienne et à la croissance économique", a déclaré à l'AFP à Amman le principal négociateur palestinien Saëb Erakat. L'ONU en annonçant la nomination de M. Blair a affirmé que l'ex-Premier ministre "sera soutenu dans sa tâche par une petite équipe d'experts qui sera basée à Jérusalem et secondée par des pays et des institutions partenaires".

Blair a fait du conflit israélo-palestinien l'une des priorités des derniers mois de son mandat.

Il a toujours soutenu le président palestinien Mahmoud Abbas, auquel il avait rendu hommage lors d'une visite à Ramallah en décembre pour son soutien "à la vision de deux Etats

M. Blair a affirmé qu'une "solution avec deux Etats" pour Israël et les territoires palestiniens était "une priorité absolue".

ps : La solution de deux Etats est prévue dans la Feuille de route, le plan de paix élaboré par le Quartette mais resté lettre morte depuis son lancement en 2003."

NB Le précédent envoyé du Quartette, l'ancien président de la Banque mondiale James Wolfensohn, avait démissionné de ce poste en mai 2006, estimant que les conditions n'étaient pas réunies pour lui permettre de remplir sa mission après la nomination d'un gouvernement du Hamas..

(Mercredi, 27 juin 2007 - Avec les agences de presse)

Source : AFP 19h35 / 27 juin 2007

2-3 Le travail de Quartette au Proche-Orient, selon Ahern et Marc Otte.

Le représentant de l'Union européenne au sein du Quartette pour le Proche-Orient, Marc Otte, a affirmé

"Ce que je ressens et ce que la plupart ressentent au Conseil européen (c'est) qu'au Proche-Orient, il y a un effort prolongé, puis cela dérive pendant une longue période, il y a à nouveau des problèmes, puis un réengagement, et cela dérive encore", a expliqué M. Ahern.

"C'est ce qui s'est passé pendant une longue période. Et il (Tony Blair) pense, et je crois qu'il a raison, que si on s'y attaque à bras le corps, avec un engagement durable, on peut réaliser de vrais progrès", a-t-il ajouté.

M. Bertie Ahern. : Le problème palestinien "est la source de tous les problèmes dans la région plus vaste du

Proche-Orient et on ne résoudra pas les autres problèmes tant que l'on n'aura pas résolu la question palestinienne, et la question des deux Etats. C'est clair comme de l'eau de roche depuis une décennie".

Tony Blair "croit qu'il peut apporter une contribution et il va y consacrer beaucoup de son temps à partir d'aujourd'hui et je lui souhaite bonne chance", a déclaré M. Ahern.

Source : Agences.

2-4 Olmert promet de libérer 250 Palestiniens.

Olmert a annoncé : "Le nouveau gouvernement de l'Autorité palestinienne reconnaît le droit d'Israël à exister et est opposé au recours au terrorisme et à la violence comme moyen d'atteindre ses objectifs", a noté Olmert. "Nous travaillerons ensemble",

"En signe de notre bonne volonté à l'égard des Palestiniens, j'annonce aujourd'hui mon intention de libérer approximativement 250 prisonniers membres du Fatah qui n'ont pas de sang sur les mains et qui s'engageront à ne plus être impliqués dans des activités terroristes.

"Je suis optimiste, particulièrement en cette période troublée, je crois qu'il y a une occasion de faire progresser sérieusement le processus de paix régional. Je ne compte pas laisser passer cette opportunité".

Source : 25-06 Reuters

2-5 L'UE appelle à l'ouverture de la frontière entre Israël et Gaza.

Le commissaire européen à l'Aide et au Développement, Louis Michel, a exhorté mardi soir les autorités israéliennes d'occupation à ouvrir le principal point de passage entre Israël et la bande de Gaza.

"Dans la situation actuelle, le risque est réel de voir Gaza commencer à ressembler à une citadelle assiégée, à l'intérieur de laquelle la population civile est prise au piège et où même les produits de première nécessité ne sont pas disponibles", a-t-il dit dans un communiqué.

Invoquant des raisons de sécurité, Israël a refusé pour l'heure de rouvrir le point de passage de Karni, principal carrefour terrestre pour les marchandises à destination et au départ du territoire palestinien, que contrôlent les islamistes du Hamas depuis le 14 juin.

"L'aide humanitaire est neutre", a souligné le commissaire belge. "Elle ne cherche pas à octroyer un quelconque avantage à quiconque, ni n'induit une quelconque forme de reconnaissance politique."

Louis Michel a précisé que 30 millions d'euros d'aides rassemblées par l'UE pour le million et demi d'habitants du territoire enclavé étaient "prêtes et en attente".

(Mercredi, 27 juin 2007 - Avec les agences de presse)

2-6 Situation délicate pour les Palestiniens en Irak, souligne le HCR.

Quelque 1.400 Palestiniens vivant dans le camp d'Al Walid à la frontière entre l'Irak et la Syrie ont besoin d'une aide humanitaire urgente, a déclaré mardi à Genève une porte-parole du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Les membres du HCR qui se sont rendus la semaine dernière dans ce camp, le plus grand du côté irakien de la frontière avec plus de 1.000 personnes, ont constaté qu'un homme et quatre enfants nécessitaient des soins médicaux immédiats, a expliqué la porte-parole, Jennifer Pagonis.

Les habitants du camp sont confrontés à des conditions climatiques extrêmes: tempêtes de sable, températures de 50 degrés au cours de la journée. Les Palestiniens, a ajouté Mme Pagonis, ont également été la cible d'attaque de groupes armés locaux.

Les Palestiniens, notamment arrivés en Irak après la création d'Israël en 1948, bénéficiaient d'un traitement de faveur sous le régime de Saddam Hussein, suscitant le ressentiment de la population irakienne.

Environ la moitié des quelque 30.000 Palestiniens qui vivaient en Irak ont fui le pays après l'invasion américaine de 2003. Ceux qui sont restés sont la cible d'activistes irakiens, selon le HCR.

D'après l'agence onusienne, 186 Palestiniens ont été assassinés à Bagdad entre avril 2004 et janvier 2007.

Source : AP

26-06

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Le Hamas déclare que l'agression de l'armée israélienne contre Gaza est le fruit d'un accord ourdi secrètement entre Abbas et Olmert.

Le Hamas a affirmé que l'agression en cours de l'armée israélienne contre la bande de Gaza est le fruit d'un accord secret ourdi entre le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert afin de frapper l'infrastructure de la résistance palestinienne.

« Les philippiques d'Abbas contre la résistance palestinienne légitime à l'occupation israélienne, qu'il a qualifiée de 'terrorisme' devant les télévisions du monde entier, et ses décrets successifs entendant mettre hors la loi les factions de la résistance palestinienne ont donné à l'armée d'Olmert le feu vert pour son assaut contre la bande de Gaza, certes, mais aussi contre la Cisjordanie », a déclaré Hammad Al-Rukub, porte-parole du Hamas dans le sud de la bande de Gaza, hier mercredi.

Il a également affirmé que « la feuille de vigne est tombée, exposant ceux qui conspirent contre les principes nationaux des Palestiniens pour une poignée de dollars », affirmant qu'il existe une sorte de coordination entre l'armée israélienne et Abbas afin de ratisser des zones dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Abbas a effectivement édicté plusieurs décrets, mardi dernier, bannissant toutes les factions de la résistance armée en Cisjordanie.

Mais Rukub a affirmé que les Brigades Qassâm et les factions libres de la résistance vont poursuivre leur marche vers la libération, jusqu'à leur dernière goutte de sang, et sans accorder une seule seconde la moindre attention à des voix « aberrantes ».

De plus, le porte-parole du Hamas a souligné que les combattants du Hamas et d'autres groupes résistants ont réussi à bloquer l'agression olmert-abbassienne, infligeant un certain nombre de pertes à la soldatesque sioniste.

Par ailleurs, Rukub a balayé d'un revers de la main la qualification de « légitimes » des services de sécurité de l'Autorité palestinienne par Abbas, soulignant que les documents saisis, à Gaza, par les combattants du Hamas dans lesdits services de sécurité prouvent sans contestation possible qu'ils étaient tout ce qu'on voudra, sauf légitimes !

Enfin, Rukub s'est montré optimiste quant au rejet par la population palestinienne de Cisjordanie de la « tendance traître » vivant parmi elle, comme l'ont fait les citoyens palestiniens de la bande de Gaza, voici deux semaines.

Un député palestinien du Hamas, le Dr Salah Al-Bardawil, a souscrit aux observations de M. Rukub, affirmant qu'il n'écartait absolument pas qu'Abbas ait approuvé l'agression de l'armée israélienne contre la bande de Gaza. Mais il a fait observer que le gouvernement de l'occupant israélien ne se contente pas de suivre les recommandations d'Abbas, étant donné qu'il a ses propres objectifs dans les événements, en particulier en ce qui concerne ses intrusions armées dans la bande de Gaza.

« Nous sommes totalement confiants dans notre victoire, et le Hamas sait parfaitement bien de quelle manière accueillir les troupes sionistes et les faire reculer comme il le fait depuis plusieurs années, aussi le fait que le petit

quarteron d'Abbas s'allie à Israël ne représente en rien une menace accrue pour les factions de la résistance palestinienne », a souligné M. Al-Bardawil.

Par ailleurs, ce législateur Hamas a condamné le décret d'Abbas exonérant de taxes les commerçants et les hommes d'affaires – taxes qui alimentaient jusqu'ici le budget du gouvernement de l'Autorité palestinienne – qualifiant cet édit d'« escroquerie politique ».

Il a néanmoins affirmé que le mouvement Hamas trouvera bien un moyen de régler cette question, avec l'aide de Dieu.

Des commentaires similaires sur l'implication fort vraisemblable d'Abbas dans l'incursion de l'armée israélienne à Gaza (et en Cisjordanie) ont été formulés par le Dr. Mohammad Al-Aghâ, ministre de l'agriculture du gouvernement démocratiquement légitime [Hamas] de l'Autorité palestinienne.

par Palestinian Information Center (PIC),

27 juin 2007

Uruknet.de

<http://www.uruknet.de/?s1=1&p=34062&s2=28>

3-2 Zahhar : "Nous avons trouvé des informations secrètes « choquantes » dans les QG de la sécurité palestinienne à Gaza".

Le dirigeant du Hamas dans la bande de Gaza Mahmoud Zahhar a déclaré hier avoir découvert des informations ultrasecrètes dans des bâtiments appartenant aux services palestiniens de sécurité dans la bande de Gaza.

Le Hamas a occupé tous les bâtiments appartenant à ces services de sécurité au cours de sa prise de contrôle sur l'ensemble de la bande de Gaza, voici une semaine.

Zahhar a fait une déclaration publique dans la mosquée Al-Iqlâh, à l'est de la ville de Gaza, hier, lundi. Il a notamment dit : « *A la suite de nos investigations, nous avons découvert des documents et des fichiers appartenant aux services de sécurité palestiniens ; nous publierons toutes ces informations, et nous avertissons la population qu'elle sera choquée par ce que nous avons trouvé.* »

Il a également affirmé avoir découvert le QG de l'agence palestinienne du renseignement, déguisée sous le nom de code du « Navire » [‘The Ship’], dans lequel, a-t-il assuré, se trouvaient « *une cinquantaine de voitures piégées, prêtes à l'emploi* ». Il a ajouté : « *Nous avons désamorcé ces voitures piégées, épargnant ainsi à Gaza un véritable bain de sang.* »

Il a par ailleurs affirmé que le Hamas aurait découvert des passages souterrains secrets, des fosses communes, ainsi que plusieurs arsenaux.

« *Il y a des documents qui révèlent la corruption financière du Fatah. Ces documents montrent de quelle manière l'argent été partagé et remis ; ils révèlent aussi leur corruption morale, ainsi de photos prises de la fille d'un ministre dans des poses lascives, destinées à des opérations de chantage* », a dit Zahhar, qui a ajouté : « *Ce sont là des choses que l'on peine à comprendre, et que personne ne peut imaginer avant de les avoir vues* ».

De plus, Zahhar a affirmé que le Fatah protégeait des dealers de drogues et des trafiquants d'armes.

Il a insisté sur le fait que le Hamas n'avait pas décidé d'occuper par principe le complexe présidentiel « Al-Muntada », mais que ses hommes avaient été contraints à y pénétrer afin de sauver des « *résidents innocents* ». Zahhar a affirmé qu'avant que le Hamas soit parvenu à prendre le contrôle d'Al-Muntada, « *ce bâtiment servait de vaste prison où étaient perpétrés des tortures et des massacres ; il [je me permets d'insister sur le fait que « muntada », qui signifie « lieu de rendez-vous », en arabe, est un nom masculin, bien que tous les journalistes de la presse sioniste le collent au féminin] était fortifié et même blindé* ».

« *Des hommes intègres du Fatah ont demandé au Hamas de venir prendre le contrôle des bâtiments de la sécurité appartenant au Fatah* », a expliqué Zahhar.

« *Le récent conflit, à Gaza, n'opposait pas le Hamas et le Fatah ; en effet, le Hamas ne nourrit aucun grief contre le Fatah. Au premier chef, et en définitive, le principal bénéficiaire de cette situation est le FATAH, qui a sacrifié des vies, comme d'autres protagonistes, et dont la manière dont ces affrontements se sont déroulés ne pourra avoir d'autre effet que celui de rehausser le statut de l'authentique mouvement Fatah aux yeux de la population palestinienne* », a conclu Zahhar.

Source : [Maan News](#)

Traduction : Marcel Charbonnier

Gaza - 26-06-2007

3-3 Point de vue de Tariq Ramadan : En Palestine condamnée.

Il ne fallait pas être devin pour prédire ce désastre. Depuis des années - de processus de paix malmenés en provocations ciblées - le gouvernement israélien essayait de provoquer un conflit inter-palestinien. L'intelligence politique, la patience et la lucidité des acteurs avaient permis d'éviter le pire. Les Palestiniens se savaient divisés sur le plan idéologique mais ils restaient unis dans la résistance à l'opresseur.

C'est la carotte d'une autorité sans pouvoir qui aura eu raison de leur conscience politique et de leur sagesse. Je l'avais répété au début des repositionnements politiques, avant puis après les élections : il s'agissait d'un piège et le couvercle allait bientôt se refermer sur le peuple palestinien dans son ensemble. Le triste spectacle de ces derniers jours ne fait que confirmer des prédictions si prévisibles. Quel gâchis !

Nous voilà avec deux autorités sans pouvoir, en conflit...avec le seul pouvoir de répandre la mort et la désolation. Des règlements de compte, des assassinats à coup de fatwa ou de dénonciations. C'est intolérable...et le gouvernement israélien, spectateur cynique de ces dérives, continue à calculer l'étendue de ses gains et avantages. Le chef de cabinet de Sharon nous l'avait annoncé : il n'est pas question d'un processus de paix. Il est question, simplement, de gagner du temps ! Et si les Palestiniens tombent dans le piège et les y aident, comment ne s'en réjouiraient-ils pas ?!

Aucune raison religieuse ou d'Etat ne peut justifier ce conflit interne et les tueries qui en découlent. Le monde musulman devrait être en première ligne pour s'interposer et amener les acteurs à la raison et au bon sens. De là où nous sommes, il nous faut dire, répéter et faire entendre que nous ne sommes pas dupes des jeux et des silences des puissants, des collaborateurs et des lâches mais que rien ne peut justifier que les Palestiniens deviennent les ennemis de leur propre cause. Cela ne peut pas être ! Notre condamnation des tueries, des meurtres et des exécutions sommaires (et de toutes les soi disant fatwas qui les justifieraient) doit être claire, forte, déterminée. Il faut faire cesser ces horreurs et la dérive générale : les Palestiniens de l'intérieur doivent porter ce message à l'instant où, de l'extérieur, nous rappelons à tous les gouvernements (du monde majoritairement islamique comme de l'Occident) ainsi qu'à la communauté internationale des peuples que jamais le monde ne sera en paix si les Palestiniens n'obtiennent leur droit légitime à un Etat et à la dignité. On peut aisément les rendre responsables de ce désastre de quelques semaines et faire mine d'oublier l'immense trahison que signifie ce long silence et cette hypocrisie de plusieurs décennies quant au déni de leurs légitimes revendications.

Il est urgent également de condamner et de mettre un terme au blocus imposé à Gaza par les forces israéliennes d'occupation qui cherchent à asphyxier la population pour la pousser à bout. Cette stratégie est inhumaine et intolérable

Quel goût amer, quel sentiment d'oppression face aux images des opprimés palestiniens... se trompant si gravement d'ennemis.

Tariq Ramadan

lundi 18 juin 2007

3-4 Point de vue de John Pilger : Palestine : une nation entière prisonnière d'Israël.

On est en train d'autoriser Israël à détruire la notion même d'Etat palestinien et de garder toute une nation en prison. C'est ce qui apparaît de façon évidente dans les dernières attaques sur Gaza, dont la souffrance est devenue une métaphore de la tragédie imposée aux peuples du Moyen-Orient et au-delà. Selon l'agence d'informations britannique Chanel 4 News, ces attaques « avaient pour cibles des militants importants du Hamas » et « l'infrastructure du Hamas ». La BBC a parlé d'un « affrontement » entre ces mêmes militants et les F-16 israéliens.

Considérons un de ces affrontements. La voiture des militants a été détruite par l'explosion d'un missile lancé par un bombardier. Qui étaient ces militants ? Selon mon expérience, tous les habitants de Gaza sont des militants en tant que résistants à leur gardien et bourreau. Quant à l' « infrastructure du Hamas », il s'agissait du siège du parti qui a gagné les élections démocratiques de l'an dernier en Palestine. Dire cela fait mauvaise impression. Cela suggérerait que les gens qui étaient à l'intérieur de la voiture et tous les autres, au cours de ces années, les enfants et les vieux qui ont eux aussi « affrontés » les bombardiers, ont été victimes d'une monstrueuse injustice. Et cela suggérerait la vérité.

« Selon certains » a dit le reporter de Chanel 4 News, « Hamas a provoqué cela. ». Peut-être faisait-il référence aux missiles lancés contre Israël depuis l'intérieur de la prison de Gaza, qui n'ont tué personne. Selon le droit international, une population occupée a le droit de se servir d'armes contre les forces d'occupation, mais ce droit n'est jamais rappelé. Le journaliste de Chanel 4 a fait référence à une « guerre infinie ». Il n'y a aucune guerre. Il y a la résistance de la population la plus pauvre, la plus vulnérable sur terre à une occupation qui perdure illégalement, imposée par la quatrième plus grande puissance militaire au monde, dont les armes de destruction de masse vont des bombes à fragmentation aux appareils thermonucléaires, payés par la superpuissance / Dans les seules six dernières années, a écrit l'historien Ilan Pappé, « les forces israéliennes ont tué plus de 4.000 Palestiniens, dont la moitié sont des enfants ».

Considérons comment fonctionne cette puissance. Selon des documents de United Press International, **avant** les Israéliens finançaient secrètement le Hamas dans une « tentative directe de diviser et noyer le consensus pour une OLP forte et laïque en utilisant une alternative religieuse rivale », comme a dit un haut fonctionnaire de la Cia.

Aujourd'hui, Israël et les Usa ont renversé leur intervention et soutiennent ouvertement le rival du Hamas, le Fatah, avec des liasses de millions de dollars. Récemment Israël a secrètement permis à 500 combattants du Fatah d'entrer à Gaza par l'Egypte, où ils avaient été entraînés par un autre protégé des Américains, la dictature du Caire. Objectif d'Israël : affaiblir le gouvernement palestinien élu et fomenter la guerre civile. Pour toute

réponse, les Palestiniens ont créé un gouvernement d'union nationale, avec le Hamas et le Fatah. C'est cela que les dernières attaques visent à détruire.

Avec Gaza enfermée dans le chaos et la Cisjordanie ceinte par un mur, le plan israélien, comme l'a écrit l'universitaire Karma Nabulsi, est « une vision hobbesienne d'une société anarchique : estropiée, violente, impuissante, détruite, inhibée, gouvernée par des milices, des bandes, des extrémistes et des idéologues religieux les plus disparates, divisée par le tribalisme ethnique et religieux et par les collabos cooptés. Regardez l'Irak d'aujourd'hui. ».

Le 19 mai, The Guardian a reçu cette lettre d'Omar Jabary al-Sarafeh, habitant à Gaza : « La terre, l'eau et l'air sont sous observation constante par un système sophistiqué de surveillance militaire . La Bande de Gaza doit être montrée comme ce qu'elle est. un laboratoire israélien soutenu par la communauté internationale où les êtres humains sont utilisés comme des lapins pour tester les pratiques les plus dramatiques et perverses d'étouffement économique et de réduction à la famine ».

Le journaliste israélien Gideon Lévy a décrit la faim qui touche les habitants de Gaza, plus d'un million et 250. 000 personnes, et les « milliers de personnes blessés, rendues invalides et choquées par les bombes, qui ne peuvent recevoir aucune assistance... Ombres d'êtres humains qui errent dans les ruines. Ils savent seulement que ça reviendra, et ils savent ce que ça signifiera pour eux : plus d'emprisonnement dans leurs maisons pendant des semaines, plus de morts et de destruction dans des proportions monstrueuses ».

Chaque fois que j'ai été à Gaza, j'ai été pris par cette mélancolie, comme si j'étais entré dans un lieu secret de deuil. Les inscriptions sur les murs transpercés par les projectiles rappellent les morts, comme cette famille de 18 personnes, hommes, femmes et enfants qui se « sont affrontés » avec une bombe israélo-américaine de 500 livres, lancé sur leur maison pendant qu'ils dormaient. Militants, on suppose.

Plus de 40% de la population de Gaza est composée d'enfants au dessous de 15 ans. Rapportant une étude de terrain réalisée pendant 4 ans pour le British Medical Journal, en Palestine occupée, le docteur!) Derek Summerfield a écrit que « deux tiers des 621 enfants tués aux check-points, dans la rue, sur le chemin de l'école, dans leurs maisons, l'ont été par de petites armes à feu visant, dans plus de la moitié des cas, la tête, le cou ou la poitrine : la « blessure du tireur d'élite ». Un de mes amis qui travaille à l'Onu les appelle « les enfants de la poussière ». Leur magnifique puérité, leurs chahuts, leurs rires, leur charme, donne une fausse idée de leur cauchemar. J'ai rencontré le docteur Khalid Dahlan, un psychiatre qui dirige un des multiples projets de santé infantile à Gaza. Dahlan m'a parlé de sa dernière recherche. « La statistique que personnellement je trouve insupportable, est que 99,4% des enfants que nous avons étudiés souffrent de trauma. Si on observe les taux d'exposition au trauma, on comprend pourquoi : 99,2 % du groupe a vu sa maison bombardée ; 97,5 % a été exposé aux gaz lacrymogènes ; 96,6 % a été témoin de tirs ; 95,8 % a assisté à des bombardements et à des funérailles ; presque un quart d'entre eux a vu des membres de sa propre famille blessés ou tués ».

Dahlan explique que des enfants d'à peine trois ans ont vécu la dichotomie causée par le fait de devoir faire face à ces conditions. Ils rêvaient de devenir médecins ou infirmiers, puis tout a été bouleversé par une vision apocalyptique d'eux mêmes comme prochaine génération de kamikazes. Ils en faisaient invariablement l'expérience après chaque attaque israélienne. Pour certains garçons, leurs héros n'étaient plus des footballeurs mais un méli-mélo de « martyrs » palestiniens, et même l'ennemi, « parce que les soldats israéliens sont les plus forts et qu'ils ont des hélicoptères Apache ».

Peu de temps avant sa mort, Edward Saïd reprocha amèrement leur attitude aux journalistes étrangers pour ce qu'il jugeait comme leur rôle destructeur dans leur façon d' « effacer le contexte de la violence palestinienne, la réponse d'un peuple désespéré et horriblement opprimé, et la souffrance terrible qui en résultait ». Exactement comme la guerre en Irak a été une « guerre des médias », on peut en dire autant du « conflit » grotesquement unilatéral qui est en cours en Palestine. Comme le montre le travail de pionniers du Media Group de l'université de Glasgow, on dit rarement aux téléspectateurs que les Palestiniens sont victimes d'une occupation militaire illégale ; le terme « territoires occupés » est rarement expliqué. Seuls 9 % des jeunes interviewés au Royaume-Uni savent que les Israéliens sont la force d'occupation, et que les colons illégaux sont juifs ; beaucoup croient que les colons sont Palestiniens. L'usage sélectif du langage par les émetteurs radiotélévisés est cruciale dans le maintien de cette confusion et de cette ignorance. Des mots tels que « terrorisme », « meurtre » et « assassinat sauvage, de sang froid » décrivent la mort d'Israéliens, presque jamais celle de Palestiniens.

Il y a des exceptions louables. L'envoyé de la BBC enlevé, Alan Johnston, en est une. Et pourtant, dans l'avalanche d'informations sur son enlèvement, aucune mention n'est faite des milliers de Palestiniens enlevés en Israël, dont beaucoup ne reverront pas leurs familles pendant des années. Pour eux, il n'y a pas d'appels. A Jérusalem, l'Association de presse étrangère (FPA) informe comment ses membres sont soumis au feu et aux intimidations des soldats israéliens. Pendant une période de 8 mois, autant de journalistes, dont le responsable de CNN à Jérusalem, ont été blessés par les Israéliens, dont certains gravement. Dans aucun des cas, il n'y a eu de réponse satisfaisante.

Une censure par omission traverse en profondeur le journalisme occidental sur Israël, en particulier aux Usa. Le Hamas est rejeté comme « groupe terroriste voué à la destruction d'Israël », qui « refuse de reconnaître Israël, veut se battre, et non dialoguer ». Ce discours occulte la vérité : le fait qu'Israël est déterminé à détruire la Palestine. En outre, les propositions du Hamas, faites depuis longtemps, d'un « cessez-le-feu » de 10 ans sont ignorées, de même qu'un récent, et prometteur, déplacement idéologique interne, qui envisage une acceptation historique de la souveraineté d'Israël. « La Charte [du Hamas] n'est pas le Coran », a dit un membre du Hamas, Mohamed Ghazal. « Historiquement nous pensons que toute la Palestine appartient aux Palestiniens, mais à

présent nous parlons réalités, de solutions politiques. Si Israël en arrivait à pouvoir discuter avec le Hamas, je ne pense pas qu'il y aurait un problème à négocier avec les Israéliens [pour une solution]. »

La dernière fois que je suis allé à Gaza, alors que je me rendais en voiture vers le check-point israélien et ses barbelés, j'ai pu assister à un spectacle de drapeaux palestiniens qui flottaient à l'intérieur des enceintes des camps. C'était des enfants, m'a-t-on expliqué. Ils fabriquent des hampes avec des baguettes fixées les unes aux autres, et un ou deux d'entre eux grimpent au sommet d'un mur en tenant le drapeau en silence. Ils le font quand ils savent qu'il y a des étrangers dans les environs, et ils pensent qu'ils pourront le faire savoir au monde.

John Pilger

Johnpilger.com, 22 mai 2007.

Il manifesto, 14 juin 2007.

Source : Johnpilger.com www.johnpilger.com

Traduit de l'anglais par Marina Impallomeni

Traduit de la version italienne par Marie-Ange Patrizio (merci à N&M G.

3-5 Point de vue de Cirepal : Aider Israël ou comment rendre la résistance illégale.

(partie Palestine)

Il y a un an, les résistants palestiniens kidnappaient un soldat israélien dans une opération remarquable par son organisation, l'opération « Illusions dissipées » où un soldat fut capturé en vue de l'échanger contre des prisonniers palestiniens, plus de 10.000 prisonniers palestiniens étant détenus pour des motifs politiques. Cette opération intervint en plein blocus meurtrier américano-sioniste contre le peuple palestinien et l'enfermement des Palestiniens de la bande de Gaza, par air, par mer et par terre.

L'armée sioniste reprend ses attaques meurtrières et commet les massacres de Beit Hanoun, aidée par des officiers américains. Mais, à part massacrer et détruire, Israël ne parvint ni à libérer son soldat ni à porter des coups à la résistance héroïque de Beit Hanoun. Peu après, la résistance du Hizbullah au Liban menait une opération similaire « Promesses sincères », à la frontière nord, toujours dans le même but d'échange de prisonniers. Là aussi, Israël se lance dans une guerre meurtrière, soutenue par les puissances occidentales et des régimes arabes, il commet des dizaines de massacres, détruit infrastructures et maisons, sans parvenir à faire plier la résistance, qui sort plus victorieuse que jamais.

Les victoires remportées par les résistances palestinienne et libanaise ont fait peur, non seulement à Israël et ses alliés internationaux, mais aux régimes arabes et à certaines élites politiques et intellectuelles arabes, au Liban et en Palestine inclus.

Ils ont refusé ces victoires (minimes certes par rapport à l'objectif de la libération de la Palestine, mais importantes et significatives dans le cadre du rapport de force actuel) et ont agi, avec toute leur énergie, en symbiose totale avec les Etats-Unis, l'Union européenne et les forces coloniales dans le monde, pour réduire l'impact de ces victoires. Impact sur Israël, d'abord, en faisant des concessions gratuites à l'Etat spoliateur afin de l'aider à se relever après sa double défaite, mais impact aussi sur les sociétés palestinienne et libanaise en minimisant la portée de la résistance (voir les réactions de ces élites et régimes au rapport Vinograd, où seul l'aspect « démocratique » de l'Etat sioniste fut pris en considération).

En Palestine, ce sont, entre autres, les atermoiements de l'Autorité sur le dossier des prisonniers, les efforts faits par les appareils sécuritaires pour retrouver et remettre gratuitement le soldat capturé aux autorités sionistes, donnant ainsi à l'Etat d'Israël le droit de gérer et de diriger lui-même les négociations, comme si la résistance n'avait aucun poids ou comme si elle avait commis un acte illégal. Ce sont aussi toutes les déclarations présidentielles dénonçant les opérations militaires et les frappes sur Sderot et autres colonies autour de Gaza, voulant les faire passer pour des actes violents et illégaux. En fait, la résistance a gêné ces élites politiques qui auraient pu s'y appuyer, si elles n'avaient pas entièrement abandonné l'esprit de la lutte de libération, pour entamer des négociations la tête haute, puisque telle est leur démarche. C'est la « stratégie de la négociation », l'unique stratégie développée par Mahmoud Abbas et son équipe, rompant ainsi avec la stratégie du martyr Arafat qui a mené de front deux stratégies, jusqu'au dernier souffle de sa vie.

Tous les efforts de ces Arabes vont dans le sens de délégaliser et délégitimer les résistances, ou la voie de la résistance, aux yeux des peuples arabes, faisant croire encore une fois que les différents territoires occupés par l'Etat sioniste seraient libérés par la voie diplomatique et par les rencontres au sommet, que ce qu'ils qualifient de violence et même terrorisme serait néfaste aux peuples avant tout et à la stabilité régionale. Ils se posent alors en volontaires pour défendre cette stabilité qui permet à l'Etat sioniste de reprendre son souffle et même son offensive militaire et politique contre le peuple palestinien et les organisations de la résistance. Ils justifient leur rôle en accusant l'Iran et la Syrie de vouloir déstabiliser la région, mais n'accusent jamais Israël, les Etats-Unis ou l'Europe de plonger la région dans un gouffre.

Le constat auquel on aboutit en septembre 2006 est que nous sommes effectivement dans une nouvelle phase, où une partie des Etats arabes, sinon la majorité, mais aussi certaines élites politiques en Palestine et au Liban font partie prenante de l'axe américano-sioniste, préférant leur propre défaite à celle de l'Etat sioniste ou plus correctement, considérant que la défaite des sionistes signifie la leur. Avec l'aide américaine, ils forment le Quartet arabe mais aussi d'autres alliances en vue de maintenir la suprématie israélienne dans la région, maintenir leur propre asservissement aux intérêts américano-sionistes et trouver les moyens de briser les

résistances, en limitant leur influence dans leurs propres pays et en les impliquant dans des guerres fratricides. C'est ce qui s'est passé avec les plans Welsh et Dayton.

Dans la bande de Gaza, nous voyons réapparaître les conflits familiaux réglés par balles et les enlèvements des étrangers, les appareils sécuritaires de l'Autorité sont de plus en plus financés par les puissances étrangères, prêts à payer pour des moyens sécuritaires tout en poursuivant un blocus meurtrier contre le peuple et ses institutions civiles, avec en fond une crise politique dans les deux pays.

Si au Liban, les forces du gouvernement ont, depuis le mois de septembre, opté ouvertement pour le discours extrémiste et se montrent prêtes, fortes du soutien américain et français, à aller vers une guerre civile plutôt que s'entendre avec l'opposition, la situation n'a pas été la même en Palestine, même si certaines élites furent séduites par l'exemple libanais. Car la Palestine gît toute entière sous l'occupation et à moins d'un retrait significatif des territoires occupés, la libération significative de prisonniers, la cessation de l'implantation de colonies et la destruction du mur de l'annexion, aucune voix palestinienne ne peut s'allier avec le gouvernement sioniste.

A notre avis, la comparaison faite par des journalistes ou forces politiques entre le gouvernement de Mahmoud Abbas ou les forces sécuritaires d'une part et le collaborateur-traître Lahd au sud-Liban (général libanais ayant administré pour le compte des sionistes de vastes territoires du sud-Liban entre 1978 et 2000 et qui vit actuellement dans l'Etat sioniste, avec ses proches collaborateurs) n'est pas exacte. Ni Mahmoud Abbas, ni même Dahlan ne sont des Lahd, mais ce sont tout simplement des Sanioura, des Jumblatt et Geagea, et c'est amplement suffisant. On ne règle pas un conflit avec ces nouvelles forces pro-américaines, soutenues par des régimes arabes, comme on règle le sort de Lahd, bien qu'il y ait des Lahd parmi les Palestiniens, qui doivent être jugés pour collaboration avec l'ennemi par les forces légales palestiniennes.

Dans cette ambiance qu'ils ont rendue défaitiste, les Etats arabes se rencontrent pour un sommet, à Riyad, début avril 2007 et où ils envisagent, en plus des concessions faites au sommet de Beirut, de remettre en cause le droit au retour des réfugiés, d'une manière claire et sans ambiguïté. Il a fallu une mobilisation importante des communautés palestiniennes dans le monde appuyée par quelques Etats pour que le sommet arabe ne fasse aucune déclaration à ce sujet, tout en faisant des concessions supplémentaires aux sionistes, avec l'institution d'une commission, avec l'Egypte et la Jordanie, pour normaliser les relations avec l'Etat spoliateur.

Mais ces molles résolutions qui, de l'avis de plus d'un commentateur arabe, sont bien en-deçà de ce que peuvent réclamer les Etats arabes après une cuisante défaite israélienne, restent insuffisantes pour Israël.

Juste après ce sommet arabe, Livni, ministre de l'Etat sioniste aux affaires étrangères se rend en Egypte pour déclarer que « le plan arabe de paix » ne peut être accepté avant que la clause du droit au retour des Palestiniens ne soit supprimée.

Les déclarations des responsables sionistes sont décisives et peuvent aider à comprendre pourquoi le camp palestinien de Nahr el-Bared, au Liban, a subi le dernier assaut. Il est vrai que le groupe de Fateh el-Islam fut installé dans le camp pour servir un agenda libanais, créer une situation conflictuelle avec les forces de la résistance, libanaise et palestinienne à la fois. Mais l'agenda arabe intervient après le mois d'avril pour faire du camp de Nahr el-Bared un laboratoire d'essai en vue de :

- 1) remettre en cause les accords du Caire de 1969 qui régissent la présence armée palestinienne au Liban,
- 2) démanteler « légalement » un camp palestinien et disperser sa population entre installation définitive au Liban et exil vers d'autres pays.
- 3) affaiblir l'armée libanaise et la rendre dépendante de l'aide américaine.

Un mois après le début de la destruction du camp palestinien, dont la population s'élevait à 45.000 personnes environ, que reste-t-il ?

. Un camp entièrement détruit avec une approbation populaire inégalée au Liban pour ce genre d'actes, puisqu'il s'agit d'un « lutte nationale contre le terrorisme ». La question posée par Sayyid Nasrullah, au début de la destruction du camp, reste légitime : s'il s'était agi d'un village libanais, aurait-il été détruit de la même manière ?

. Plus de 40.000 réfugiés palestiniens ont tout perdu et sont dispersés dans plusieurs camps du Liban, et surtout dans le petit camp de Baddawi, déjà surpeuplé.

. Il n'est pas certain que les réfugiés puissent revenir au camp après la fin des combats, puisque le gouvernement libanais de Sanioura parle de quartiers piégés (comme au sud-Liban, où Israël a déversé des tonnes de bombes juste avant la fin de sa guerre, pour empêcher la population de retourner). Mais contrairement aux Libanais du Sud qui sont quand même retournés, bravant les bombes et ceux qui les ont lancés, la population de Nahr al-Bared ne peut braver l'armée libanaise et une opinion devenue hostile à la présence palestinienne dans le nord, faisant porter la responsabilité de ce qui s'est passé à l'ensemble des Palestiniens.

La bataille de Nahr el-Bared est un laboratoire d'essai pour les réfugiés palestiniens au Liban. Pour rayer le droit au retour des réfugiés, il est nécessaire de démanteler leur présence, en tant que réfugiés, dans les pays arabes, et le Liban est le pays où cette question est la plus cruciale, étant donné que leur présence est particulière : sans droits civiques mais avec des droits politiques inespérés dans d'autres pays arabes accordés par les accords du Caire.

La destruction du camp et ses implications politiques risquent d'inverser les droits : suppression des accords du Caire tout en accordant des droits civiques élargis à une partie de la population palestinienne, le reste étant conviée à aller vivre et travailler ailleurs.

Les porte-paroles au Liban de ce plan diabolique visant le droit au retour des Palestiniens sont nombreux, rassemblant les anciens ennemis des Palestiniens comme Geagea et les anciens « amis » comme Hariri, dont le

père martyr avait déjà étudié le plan de leur installation définitive, moyennant finances. Ce n'est pas fortuit que plusieurs voix s'élèvent pour parler des accords du Caire, à ce moment, remettant en cause la présence militaire et militante palestinienne au Liban. Et, pour rendre les choses plus complexes encore, il semblerait que le Fateh au Liban, du moins son porte-parole, et même la représentation de l'OLP, ne soient pas si étrangers à l'application de ce plan.

Sinon, comment comprendre leur empressement à préférer la solution militaire à la solution politique, alors que la solution militaire signifie la destruction du camp, comment comprendre les accusations portées contre le délégué de l'union des ulémas palestiniens, l'accusant de connivence avec Fateh al-Islam, alors qu'il essayait de négocier la fin des combats et la reddition de ces derniers ? Comment comprendre ces prises de position unilatérales du représentant du Fateh, hors de l'unanimité palestinienne représentée par toutes les organisations palestiniennes, et qui participerait, semble-t-il, aux côtés de l'armée libanaise aux combats en cours ?

La crise palestinienne dans les territoires occupés ajoutera à cette complexité, lorsque ce représentant du Fateh menacera le Hamas au Liban, attaquera ses locaux à Baddawi et organisera une manifestation contre le Hamas à Rashidiyyeh au sud-Liban, comme s'il voulait déclencher une guerre inter-palestinienne dans les camps du Liban, au moment où la situation née de la destruction du camp de Nahr el-Bared exige une entente palestinienne générale pour protéger les acquis palestiniens dans ce pays déjà en crise.

Simultanément à la situation dans les territoires occupés et au Liban, où la voie de la résistance est visée, et notamment dans les camps palestiniens où c'est le droit au retour des réfugiés qui semble menacé, l'Etat sioniste déclenche sa propre guerre interne contre les Palestiniens de 48, en portant de graves accusations contre Azmi Bishara, député et président du Rassemblement national démocratique.

Au-delà de Azmi Bishara, c'est l'expression et la résistance politiques des Palestiniens de 48 qui sont menacées. Israël, secouru par les puissances occidentales et leurs amis arabes, se lance à l'assaut des droits palestiniens, acquis grâce aux luttes populaires depuis les années 50. Il s'agit là aussi de délégaliser la résistance politique des Palestiniens de 48 en la faisant passer pour une atteinte sécuritaire surtout que depuis 2000, cette résistance politique a fait de grands pas en avant, en mobilisant de larges secteurs des Palestiniens, sur les thèmes de la défense de la terre et des droits nationaux, la défense des lieux saints, la lutte pour le droit au retour des réfugiés, la liaison et le rattachement du sort avec tous les palestiniens, des territoires occupés et de l'exil.

C'est leur place dans l'OLP qu'ils revendiquent de plus en plus, en tant que partie intégrante du peuple palestinien. C'est contre la montée d'une telle force à l'intérieur même de l'entité sioniste que ses appareils sécuritaires ont donné l'assaut d'abord contre Sheikh Raed Salah en 2002, puis récemment contre Azmi Bishara.

Là aussi, la plupart des pays arabes ont non seulement abandonné les Palestiniens de l'intérieur, mais ont souscrit à l'idée d'un Etat juif pour les Juifs. Dans une récente interview du secrétaire général du Jihad islamique par la chaîne al-Jazeera, à propos de la crise palestinienne actuelle, Ramadan Abdallah Shallah s'étonne de l'attitude de certains pays arabes prêts à reconnaître et à vivre aux côtés d'un Etat juif, au moment où ils brandissent l'épouvantail d'un « Etat islamique à Gaza » qui serait, d'après eux, le projet du Hamas.

La vague américaine en guerre contre le « terrorisme » a finalement gagné à elle certaines élites et certains régimes arabes, qui craignent pour leur audience ou survie avec l'avancée de la résistance. Ces régimes et ces élites, notamment dans les pays les plus concernés comme la Palestine et le Liban, préfèrent maintenir la domination sioniste plutôt de voir la région déstabilisée du fait de la victoire de la résistance. Ils sont prêts à déclencher des guerres internes et civiles, à morceler des territoires plutôt que de permettre à la voix de la résistance, légale et légitime, d'avancer vers le pouvoir. Mais ils sont pressés, car pour se maintenir eux-mêmes au pouvoir et gagner leur popularité, ils doivent acquérir les droits spoliés, que ce soit en Palestine et au Liban. La rencontre de Sharm el-sheikh du lundi 25 juin 2007 a montré les limites auxquelles ils peuvent espérer et les failles de leur stratégie. Bien que Mahmoud Abbas ait dénoncé « la violence et le terrorisme », Olmert n'a voulu rendre qu'une partie de l'argent volé à l'Autorité, de quoi obliger celle-ci à mendier et triste sort, seuls 250 prisonniers du Fatah « dont les mains ne sont pas entâchées de sang » seront libres, sur les 12.000 prisonniers palestiniens. Mais il a évidemment promis son « soutien » politique, sans aborder ni les incursions, ni les barrages, ni les colonies, ni la judaïsation d'al-Quds. Il en faut certainement plus pour le pouvoir de Mahmoud Abbas et son gouvernement anticonstitutionnel s'ils veulent gagner le peuple palestinien et éradiquer l'influence du Hamas, comme le promettent les éradicateurs. Mais peuvent-ils vraiment amener, malgré toutes les concessions faites, Israël à rendre quelque chose de significatif et de valable, même en mobilisant à leurs côtés les puissances internationales ? Et d'ailleurs, pourquoi celles-ci se mobiliseraient-elles à leurs côtés quand ils se sont eux-mêmes liés d'avance les mains et les pieds en tournant le dos à la stratégie de la résistance ?

C'est par sa connaissance profonde de la nature de l'Etat sioniste, qui ne rend rien, que contraint et forcé par les armes, que la résistance a gagné et gagnera la bataille, malgré la mobilisation de toutes les forces et élites pro-américaines dans la région. La résistance n'est pas pressée, elle a l'avenir pour elle. Il lui faut juste savoir examiner les phases de la longue bataille et agir en conséquence, pour préserver ses forces et les maintenir dirigées contre l'Etat sioniste spoliateur.

Cirepal

(Centre d'Information sur la Résistance en Palestine)
mercredi 27 juin 2007.

3-5 Point de vue de Khaled Amayreh : Les Palestiniens n'accepteront pas un gouvernement de Vichy .

La plupart des Palestiniens, chez eux ou en diaspora, n'accepteront pas, à Ramallah, un gouvernement collaborateur qui sera aux ordres d'Israël. C'est précisément ce que l'administration Bush et Israël attendent du nouveau gouvernement, dirigé par Salam Fayyadh.

C'est évidemment à Fayadh et à son cabinet de prouver la fausseté des exigences israéliennes et des "attentes" américaines.

Malheureusement, le nouveau gouvernement semble offrir la petite promesse de lendemains meilleurs pour les Palestiniens consciencieusement affamés, épuisés et torturés.

Les silences assourdissants d'Abbas, de Fayyadh et autres, face au comportement de gangsters des hooligans armés bien connus qui ont vandalisé et incendié des bâtiments, des institutions et des bureaux partout en Cisjordanie, est très éloquent.

Il est vrai que le gouvernement n'est là que depuis quelques heures. Cependant, l'absence de la moindre condamnation verbale de la débauche de terreur et de vandalisme contre des gens suspectés d'être des partisans du Hamas, de leurs familles et de leurs magasins n'augure rien de bon pour l'avenir.

Comme on pouvait s'en douter, les USA et Israël ont couvert de louanges le gouvernement Fayyadh. De plus, ils ont déjà montré leur empressement enthousiaste à lever toutes les sanctions financières contre la Cisjordanie occupée, apparemment pour renforcer le camp Dahlan-Abbas contre d'autres Palestiniens qui refusent de se laisser soudoyer ou intimider en se soumettant à l'insolence israélienne et à l'arrogance de son pouvoir.

Le gouvernement Fayyadh peut être temporairement heureux du soutien américain et israélien. Toutefois, il devrait comprendre que l'aide américaine et israélienne est comme un calice empoisonné.

L'expérience a prouvé qu'au Moyen Orient, tout gouvernement ou faction ou organisation soutenus par les USA est conspué par les masses. Ceci est particulièrement vrai dans les territoires palestiniens occupés, où la collaboration avec Israël, qui contrôle les politiques et les politiciennes américaines, est vue comme la trahison ultime.

Les masses palestiniennes savent très bien ce que les USA symbolisent pour eux, pour leurs enfants et pour leur cause. Ils symbolisent l'oppression sous ses formes les plus affreuses. Ils symbolisent les meurtres de masse, le vol de la terre, la dépossession, la privation, le mensonge et l'hypocrisie. L'Amérique est celui qui permet, qui soutient et qui justifie 40 ans de nazisme israélien, dont le but ultime est la destruction des Palestiniens en tant que nation, en s'appropriant leur patrie et en rendant leur avenir aussi précaire que possible.

En bref, l'Amérique est, pour les Palestiniens, très semblable à ce qu'était l'Allemagne nazie pour les Juifs. En conséquence, tout gouvernement qui acceptera de se jeter dans les bras américains perdra sa légitimité, pour ne pas dire son existence même. C'est probablement la raison pour laquelle les Palestiniens de la Bande de Gaza ne se sont pas battus pour Mohammed Dahlan et ses hommes.

Au cours des 18 derniers mois, les Etats-Unis, grâce à des gens comme Keith Dayton, nous ont donné beaucoup d'argent et d'armes pour nous entretenir au service d'Israël, qui ne distingue pas vraiment entre tel ou tel groupe palestinien, du moment qu'ils rejettent l'occupation et réclament la liberté.

Ceci s'est produit alors que les USA et Israël (et aussi les gouvernements hypocrites de l'Union Européenne) ont soigneusement affamé et appauvri les Palestiniens ordinaires, dans l'espoir qu'ils se révolteraient contre le Hamas et abandonneraient les aspirations palestiniennes, en échange du pain et de l'argent américains.

Oui, l'Amérique nous a donnés des armes pour nous entretenir, en même temps qu'elle s'assurait de nous affamer et de nous torturer, comme si les nazis de notre époque voulaient que nous nous tuions et que nous soyons tués affamés.

Ce ne sont pas des allégations ou des déclarations sans fondement mais des faits connus. Les officiels et les médias US ont ouvertement parlé d'allumer la guerre civile à Gaza et en Cisjordanie. **Elliot Abrams**,

responsable de l'AIPAC, s'est même vanté d'avoir réussi à jeter les Palestiniens les uns contre les autres.

Malheureusement, le Président Abbas n'a jamais pris la peine de dire au peuple palestinien pourquoi, et dans quels buts, il amassait toutes ses armes fournies par les Américains. Etait-ce parce qu'il voulait lutter contre l'occupation israélienne ? Ou était-ce pour décapiter le Hamas d'un seul coup lorsque l'occasion se présenterait ? Et si c'est cela la raison, alors pouvons-nous dire que l'action préventive du Hamas sur Gaza était justifiée ?

Les Palestiniens honnêtes savaient dès le tout début ce qui se passait. C'était écrit sur les murs depuis longtemps, et l'apostasie nationale, de la part de certains dirigeants palestiniens, devenait de plus en plus forte. Il ne fait aucun doute que toute identification du nouveau gouvernement à l'occupant israélien impliquera sa démission, et cela arrivera plus tôt que plus tard.

De plus, il est faux et trompeur de prétendre que le mouvement Fatah dans son intégralité soutiendra un gouvernement qui dit "oui" à Israël et aux Etats-Unis. Un tel gouvernement serait un gouvernement de trahison, une entité de collaboration.

C'est pourquoi le nouveau gouvernement devrait faire très attention à là où il met les pieds, et renoncer à signer, avec le régime sioniste, tout accord qui compromettrait nos droits nationaux.

Ce n'est pas la question du Fatah contre le Hamas. C'est la question de la Palestine, et la Palestine n'est pas à vendre.

Khaled Amayreh

Source : [The Peoples Voice](#)

3-6 Point de vue de Khaled Amayreh : Les mesures que va prendre Israël pour renforcer Abbas contre le Hamas.

Le régime israélien d'apartheid va prendre toute une série de mesures "à long terme" pour renforcer le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas contre le mouvement de résistance islamique Hamas, ont rapporté les médias israéliens aujourd'hui.

La semaine dernière, les milices soutenues par le Hamas ont défait les forces du Fatah armées et financées par les Américains dans le Bande de Gaza, prenant le contrôle du quartier général de la sécurité et confisquant de grandes quantités d'armes et d'équipement militaire.

Les journaux israéliens ont rapporté qu'Israël transférerait directement aux bureaux d'Abbas à Ramallah des centaines de millions de dollars de revenus des taxes palestiniennes gelées par Israël depuis l'élection victorieuse du Hamas en 2006.

Ha'aretz indique que les mesures seraient annoncées au cours de la rencontre au sommet à quatre qui doit se tenir à Sharm el-Sheikh, sous les auspices du président égyptien Hosni Mubarak, avec la participation du premier ministre israélien Ehud Olmert, d'Abbas, et du roi Abdullah de Jordanie.

Le roi de Jordanie Abdulla II, le président égyptien Hosni Mubarak et Abbas sont étroitement associés à la politique américaine au Moyen Orient.

Selon Ha'aretz, le "pack de gestes" proposé inclura le versement de l'argent palestinien gelé, le retrait de quelques checkpoints et barrages routiers secondaires en Cisjordanie, ainsi que la possible suspension des assassinats extra-judiciaires visant les combattants du Fatah en Cisjordanie.

Israël pourrait aussi libérer quelques prisonniers du Fatah, de manière à accroître la popularité d'Abbas parmi les Palestiniens.

Cette semaine, plusieurs fonctionnaires israéliens, dont deux anciens ministres, ont publiquement demandé la libération du chef du Fatah emprisonné Marwan el-Barghouthi, actuellement sous les verrous israéliens pour une sentence de cinq durées de vie (soit 5 fois au moins 20 ans, ndt) pour avoir résister à l'oppression israélienne des Palestiniens et à l'occupation de leur patrie.

Le Shin Bet a cependant clamé son opposition à une telle idée, arguant que la libération de Barghouthi minerait le statut de Dahlan à l'intérieur du Fatah. Barghouthi plaide pour une coopération avec le Hamas et est fermement opposé à toute compromission sur les constantes nationales palestiniennes, dont le total retrait israélien de 100% des Territoires Occupés et l'application de la Résolution 194 des Nations Unis sur le Droit au Retour des Réfugiés.

D'autres "concessions" à Abbas inclurait, semble-t-il, l'encouragement des investisseurs, tout d'abord arabes, pour construire des industries en Cisjordanie et un feu vert au gouvernement américain pour fournir à Abbas davantage d'armes de pointe.

D'autres sources hébraïques indiquent également qu'Israël pourrait accepter de presser l'administration Bush à demander à l'Arabie Saoudite et à d'autres pays arabes riches en pétrole comme le Qatar et les Emirats Arabes Unis, d'augmenter leur aide financière à l'Autorité Palestinienne et d'arrêter toute assistance financière au gouvernement élu dirigé par le Hamas.

Ha'aretz a également cité un "fonctionnaire de la défense" anonyme, qui aurait dit jeudi que l'armée "penche pour le maintien du niveau de qualité actuel des armes en Cisjordanie", ce qui veut dire que le régime d'Abbas sera autorisé à ne remplacer que les armes périmées.

Les Etats Unis et Israël ont chaudement accueilli le "gouvernement d'exception" que Salam Fayyad, l'un des chouchous de l'Occident, a formé cette semaine pour remplacer le gouvernement d'unité nationale basé à Gaza et dirigé par Ismael Haniya.

Les Etats-Unis, qui ont imposé un blocus draconien sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza à la suite de l'élection victorieuse du Hamas l'an dernier, ont essayé de défaire le résultat des élections palestiniennes en armant et finançant Muhammed Dahlan, dans le but affirmé de saper le Hamas.

Le 8 février, le Hamas et le Fatah ont signé un accord de partage de pouvoir à La Mecque, qui pavait la voie à la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

Toutefois, l'administration Bush a silencieusement rejeté l'accord, au prétexte qu'il laissait au Hamas une position dominante dans l'arène politique palestinienne.

Elliot Abrams, le fonctionnaire juif américain en charge du "dossier palestinien", a semble-t-il été de connivence avec Dahlan et ses alliés à l'intérieur du Fatah pour faire un coup d'Etat contre le Hamas dans la Bande de Gaza, pour éliminer le Hamas et le gouvernement d'unité nationale une bonne fois pour toutes.

Selon des documents saisis par le Hamas dans le quartier général des services secrets du Fatah à Tel el Hawa (désormais Tel al Islam), Dahlan avait préparé le coup d'Etat pour le 13 juillet.

Abrams, qui est responsable de l'AIPAC, le puissant lobby juif américain, voulait atteindre deux buts principaux, à part celui de ruiner l'Accord de La Mecque et de mettre fin au gouvernement d'unité :

1. Tout d'abord "fomenteur une guerre civile palestinienne à grande échelle à la fois à Gaza et en Cisjordanie qui

permettra à Israël de dire au monde "Comment pouvons-nous faire la paix avec les Palestiniens alors qu'ils s'entretuent ?"

La guerre civile, en particulier si elle était assez développée, aurait aussi permis à l'Etat juif de construire plus de colonies réservées aux Juifs et de terminer la judaïsation de Jérusalem, dont la possible démolition de la Mosquée Al Aqsa.

2. Elliot Abrams, probablement de concert avec les cercles de droite et d'extrême-droite d'Israël, espérait qu'en ayant une "*direction palestinienne modérée*", c'est-à-dire Dahlan, Abbas et all., et en éliminant toute opposition à Dahlan au sein du Fatah, les USA et Israël seraient en mesure d'imposer une "solution durable" aux Palestiniens. Selon des informations confidentielles communiquées par des sources fiables du Fatah, une telle solution serait composée des éléments suivants :

1. la création d'un Etat quasi-palestinien sur 60% de la Cisjordanie, constitué de trois enclaves, ou bantoustans, dans les parties nord, centre et sud de Cisjordanie ;
2. l'annexion à Israël des grands blocs de colonies juives, dont Ma'ale Adomim, Ariel et Gush Itzion ;
3. la location d'autres colonies comme Kiryat Arba pour 99 ans ;
4. Jérusalem Est demeurerait sous occupation israélienne ;
5. et aucun réfugié palestinien ne serait autorisé à rentrer chez lui dans ce qui est maintenant Israël.

Les grandes lignes de la solution envisagée par Israël et les Etats-Unis comprend aussi la remise au gouvernement palestinien "*modéré*", c'est-à-dire Abbas et Dahlan, de milliards de dollars pour le redressement économique, mais plus vraisemblablement pour faire taire l'opposition prévisible à cette trahison.

Les responsables du Fatah et de l'Autorité Palestinienne ont affirmé avec véhémence que jamais au grand jamais ils n'accepteraient un tel marché (de dupes, ndt).

Un de ces officiels, qui a demandé à rester anonyme, a dit : "*Oui, nous avons reçu de l'argent et des armes de l'Amérique, mais ça ne veut pas dire que nous allons accepter tout ce que nous demanderont les Américains...*".

[Khaled Amayreh](#)

Source : [Palestine Info](#)

Traduction : MR pour ISM

Palestine - 23-06-2007

3-7 Point de vue de Point de vue de Cirepal : Lorsque les fusées sur Sderot exaspèrent...

Depuis les récents événements survenus dans la bande de Gaza puis en Cisjordanie (mainmise du gouvernement palestinien sur les sièges des appareils sécuritaires, accompagnée d'actes de violence envers les membres de ces appareils, décisions anticonstitutionnelles du président palestinien accompagnées d'une vague de violence envers les membres et cadres du Hamas en Cisjordanie, les événements se précipitent à vive allure en Palestine et dans la région, dans différentes directions.

Comprendre ce qui s'est vraiment passé dans la bande de Gaza exige une commission d'enquête neutre, car les sources des deux parties rapportent des faits très différents, mais ni la présidence palestinienne ni les courants éradicateurs* qui la tiennent en otage, ne souhaitent voir se mettre en place une telle commission, proposée dès le début des événements par Khaled Mechaal, président du bureau politique du Hamas, au cours de sa conférence de presse.

Mais au-delà des événements qui se sont déroulés il y a une dizaine de jours, ayant abouti à la mainmise du Hamas sur les appareils sécuritaires palestiniens dans la bande de Gaza, le conflit se déroule entre plusieurs courants qui traversent la société palestinienne issue des accords d'Oslo : d'abord le courant d'Oslo, la présidence palestinienne et quelques forces politiques et sécuritaires, qui s'accrochent tant bien que mal aux miettes que font miroiter les États-Unis et l'Union européenne, au moment où l'État sioniste s'accapare des terres et des ressources vitales, démantèle la Cisjordanie, asphyxie la bande de Gaza et achève son annexion d'al-Quds. Face à ce courant de plus en plus impopulaire, un courant multiforme refuse d'entériner cette soumission à l'ordre américano-sioniste, qu'il soit dans l'Autorité ou non. Au sein même de ces courants principaux, se retrouvent plusieurs forces qui s'allient et se désallient au gré du rapport de forces, local, régional et international. La crise des appareils sécuritaires ne date pas d'aujourd'hui. Depuis les élections législatives palestiniennes ayant conduit Hamas au gouvernement, le président Mahmoud Abbas a agi avec le gouvernement de la même manière que le premier président, Yasser Arafat, avait agi avec lui, quand il était chef du gouvernement, alors que tous les deux appartiennent au Fatah. Rappelons que lors du conflit entre Mahmoud Abbas et Yasser Arafat, le premier, soutenu par les Etats-Unis, avait imposé la modification du Règlement principal de l'Autorité, accordant un poids plus important au gouvernement, face à la présidence. Cela avait suscité des remous dans les rangs du Fatah, fidèles au président martyr, contre le courant pro-américain et les forces de la sécurité préventive de Dahlan qui avaient à l'époque menacé le pouvoir du président Arafat, en descendant dans les rues de Gaza, les armes à la main. Si Yasser Arafat avait essayé de s'opposer à la mainmise du gouvernement de Abbas sur les appareils sécuritaires, ce fut pour empêcher la mainmise américaine sur ces appareils, mainmise qui se profilait par le biais de Mahmoud Abbas. Quant au président actuel, son refus de remettre les appareils sécuritaires entre les mains du gouvernement légitime est dû à sa volonté de les réduire à des suppléants de la politique américano-sioniste en Palestine. De plus en plus financés et armés par les puissances occidentales, ces

appareils ont été conçus, notamment après la victoire du Hamas aux élections législatives, pour un rôle de répression interne et de coordination avec l'entité sioniste.

En refusant de remettre, en toute légalité, ces appareils sécuritaires aux mains du gouvernement, Mahmoud Abbas engageait la crise qui va aboutir aux événements récents de Gaza. Le ministre de l'intérieur de l'époque, Sa'id Siyâm, constitue la Force Exécutive, composée des militants du Hamas mais aussi d'autres forces politiques comme les Comités populaires de la résistance, dont le dirigeant sera assassiné par les sionistes, peu après que la direction de la Force exécutive lui ait été confiée.

Mais c'est surtout le blocus international contre le gouvernement et le peuple palestinien qui va exacerber les luttes intestines entre les courants palestiniens. Ce blocus meurtrier, décrété par les États-Unis et l'Union européenne, avait pour but de faire tomber le nouveau pouvoir palestinien, élu pourtant selon les normes démocratiques occidentales. Il est actuellement notoire que des forces palestiniennes ont participé à ce blocus, ainsi que des pays arabes, soit passivement soit activement, pensant que ces mesures criminelles américano-sionistes activement soutenues par plusieurs pays européens allaient faire plier le peuple palestinien et lui faire abandonner la voie de la résistance.

C'est d'ailleurs cette même menace qui est brandie par les éradicateurs, parmi les conseillers de Mahmoud Abbas, lorsqu'ils affirment que le blocus renforcé sur la bande de Gaza, en provoquant la faim, précipitera la chute du Hamas.

Mais contrairement aux espoirs de l'axe américano-sioniste, la résistance palestinienne s'est poursuivie, et malgré toutes les difficultés engendrées par le blocus, malgré les invasions, les assassinats, les destructions, les barrages, les enlèvements, la colonisation et tous les actes criminels de l'occupation sioniste, la résistance armée et populaire s'est renforcée. Il y a presque un an, les résistants kidnappaient un soldat sioniste pour l'échanger contre les prisonniers palestiniens, mais avant et surtout après, la colonie de Sderot, située au nord de la bande de Gaza, est sous la cible des combattants.

La résistance dans la bande de Gaza, notamment militaire, a plus d'une importance, du fait du statut particulier : territoire libéré et nettoyé des colonies sionistes, mais particulièrement encerclé par les forces de l'occupation, en accord avec l'Union européenne et certaines parties égyptiennes. C'est dans la bande de Gaza que les forces sécuritaires de la présidence côtoient la Force exécutive qui n'a pu se déployer en Cisjordanie. C'est dans la bande de Gaza que les sionistes commettent massacres après massacres pour se venger plus particulièrement d'une population, largement des réfugiés, qui a accordé sa confiance à la voie de la résistance. C'est dans la bande de Gaza que le mouvement Hamas a une assise militaire et populaire puissante, du fait de l'histoire (histoire du Hamas mais aussi histoire de la bande de Gaza, rattachée à l'Égypte en 48). C'est à partir de la bande de Gaza, où les résistants ont développé les fusées et les armes, que la résistance armée frappe les colonies sionistes, et notamment Sderot. La résistance palestinienne, représentée surtout par le Hamas, a refusé, à plusieurs reprises, le chantage israélien voulant faire une trêve avec seulement la bande de Gaza, pour faire cesser les fusées de la résistance. Les résistants de plusieurs organisations, y compris les Brigades des martyrs d'al-Aqsa (affiliées au Fatah) ont fait de Sderot une cible de choix pour riposter à tous les assassinats et les enlèvements menés par les sionistes en Cisjordanie aussi, de sorte que même la presse israélienne parlait il y a encore trois semaines, de défaite israélienne à Sderot. C'est de la bande de Gaza que les fusées de la résistance ont montré qu'un peuple, même affamé, pouvait remporter des victoires contre Israël et ses partenaires. Et c'est pourquoi la bande de Gaza devait payer le prix.

Depuis l'accord de la Mecque et la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, qui fait suite au gouvernement composé essentiellement de membres du Hamas, la présidence palestinienne est sous pression : d'une part, respecter ses engagements et mettre en place un vrai partenariat avec le mouvement Hamas, et d'autre part, répondre aux demandes des Quartet (arabe et international) qui exigeaient la rupture avec le Hamas pour constituer un gouvernement soumis aux intérêts américano-sionistes. Malgré leurs promesses, ni les États arabes soumis aux États-Unis, ni les Européens ne lèvent leur blocus mais exigent encore plus de concessions, ce qui plonge les accords de la Mecque et le gouvernement d'union nationale dans une situation encore plus critique : n'ayant réglé ni la question des forces sécuritaires, ni la fin du blocus, l'Autorité palestinienne se retrouve de nouveau partagée entre l'enlèvement dans la compromission et la voie de la résistance.

Avec un supplément, toutefois : malgré toutes les défaillances des accords de la Mecque, ce fut une intervention arabe modérée essayant de rapprocher les points de vue, faisant place aux interventions extrémistes et nettement alignées des amis arabes de Rice et Bush, les régimes jordanien et égyptien. L'échec des accords de la Mecque ne signifie rien de plus qu'un alignement total de la question palestinienne sur les intérêts des deux régimes les plus impliqués dans le plan Rice, la Jordanie et l'Égypte. C'est ce qui explique la future rencontre Olmert-Abbas, en présence de la Jordanie et de l'Égypte, à Sharm el-sheikh.

C'est à ce résultat que les forces obscures de Dahlan (Sécurité préventive) et des autres (la sécurité intérieure notamment) voulaient parvenir en faisant obstruction à toutes les réformes des appareils sécuritaires : ces réformes instituaient, au lieu de la parité des organisations, un recrutement professionnalisé ainsi que leur indépendance vis-à-vis des organisations et groupes de pression armés (donc du Fatah, essentiellement). Les récents événements à Gaza, qui ont abouti à la mainmise du Hamas sur les appareils sécuritaires, furent d'abord une riposte aux manœuvres des dirigeants des appareils sécuritaires, visant à prendre le contrôle de la bande de Gaza, grâce à l'armement nouvellement arrivé, au soutien logistique égyptien et même israélien, avec la bénédiction américaine et européenne, pour en finir avec la résistance, populaire mais surtout armée, contre l'occupation : c'est le plan Dayton, du nom de Keith Dayton, général américain qui réside dans l'État sioniste depuis mars 2006 pour appliquer le plan « d'éradication du Hamas » de la vie politique palestinienne.

Depuis des mois, la bande de Gaza vit au rythme des faits d'armes de ces appareils sécuritaires : arrestations, assassinats, corruption, règlements de compte et anarchie sécuritaire. Refusant la mise en application des accords signés lors des accords de la Mecque, refusant même d'obéir au président Abbas, ils ont rendu infernale la vie quotidienne des Palestiniens à Gaza.

Dans une déclaration récente (22/6/07), Raji Sourani, président du PCHR (Centre Palestinien des Droits de l'Homme) affirme que Gaza n'avait pas vécu un tel calme depuis plus de dix ans, réfutant la propagande des éradicateurs à propos des poursuites par le Hamas des militants du Fatah. Il a rappelé que le Hamas est l'Autorité, non pas depuis une semaine, comme cherchent à le faire croire les autres, mais depuis un an et demi. Et depuis cette date, les organisations des droits de l'homme n'ont enregistré aucune violation par le Hamas des droits civiques des citoyens. Il a de plus nié l'information selon laquelle les militants du Hamas auraient investi et saccagé la maison de Yasser Arafat, propagande mensongère de certains médias palestiniens, ayant conduit à une « St Barthélémy » en Cisjordanie, contre le Hamas.

De plus, la mainmise du Hamas sur ces locaux a dévoilé quantité de documents sécuritaires qui dénoncent la collaboration de certains appareils avec l'État sioniste, qui se montre d'ailleurs très inquiet à leur sujet. Il vient de réclamer à L'Égypte un rôle d'intermédiaire pour les récupérer, avant qu'ils ne tombent entre les mains de « pays de la région » évoqués par ces documents.

La riposte de Hamas a déjoué un coup d'État. Si cette riposte est considérée illégale et anticonstitutionnelle, elle l'est beaucoup moins que le coup d'État qui se préparait, qui aurait encore affaibli le pouvoir du président au détriment de ses conseillers éradicateurs. Si la mainmise du Hamas sur les appareils sécuritaires fut entachée d'actes violents, la répression qui s'est abattue sur les militants et les cadres du Hamas, dont beaucoup étaient recherchés par les sionistes, en Cisjordanie, constitue des actes de trahison. Qui a incendié la maison de Abdul 'Aziz Dweik, président du conseil législatif, enlevé et détenu par les sionistes depuis plus d'un an ? Et saccagé la maison de Hassan Youssef, député détenu dans les prisons de l'occupation, le même jour où les sionistes le transféraient de Ofer à Haddarim ?

Ceux qui accusent le Hamas d'avoir violé la constitution en s'emparant des bâtiments des appareils sécuritaires dans la bande de Gaza, comment qualifient-ils les décrets présidentiels instaurant l'état d'urgence, mais surtout la formation d'un nouveau gouvernement sans avoir l'aval du conseil législatif ? Plusieurs associations et institutions juridiques palestiniennes (dont le PCHR qui est loin d'être dominé par le Hamas) ont qualifié la formation du gouvernement d'anticonstitutionnelle. Mais les forces éradicatrices, modernistes et obscures, soumises aux Américains, n'en finissent pas de piétiner leurs propres idoles.

** Eradicateurs, éradication, terme récemment utilisé à plusieurs reprises par les conseillers du président et intellectuels réclamant l'éradication de Hamas de la société palestinienne.*

Cirepal

(Centre d'Information sur la Résistance en Palestine)

mercredi 27 juin 2007.

3-8 Point de vue de Samah Jabr : Mémoires de douleurs et blessures nouvelles.

Ici, les gens ont plus de fusils que de pain.

Alors que les Palestiniens commémoraient leurs pertes avec l'occupant israélien durant la Nakba et la Naksa, notre sang coulait à flot dans Gaza ; mais cette fois, nous étions les victimes et aussi les assassins.

Le Hamas a gagné une élection libre et juste, en dépit d'un report et de manœuvres visant à réduire ses résultats ; il a survécu à 17 mois de boycott alors que des syndicats contrôlés par le Fatah ont forcé des gens à se mettre en grève contre le gouvernement ; il a accepté l'initiative des prisonniers et fait des compromis pour rendre possible un gouvernement d'union, et malgré tout, il n'a pas été accepté par l'OLP. Israël a volé ses ressources fiscales, arrêté le tiers de ses élus au parlement pour le mettre en minorité ; pendant longtemps, il a été patient aussi avec les tourments et les assassinats perpétrés à son encontre par la contra palestinienne ; quand finalement il a compris qu'il existait un plan visant à le faire liquider par des forces équipées et entraînées avec l'argent américain dans deux pays arabes voisins, il a pris la douloureuse décision d'éliminer les dirigeants qui travaillaient activement à sa perte.

Ce n'était pas une guerre civile. Ce terme est employé pour dégager tous les étrangers de leur responsabilité et montrer au monde que les Palestiniens ne méritent pas d'avoir un Etat. Si cela avait été une guerre civile, pourquoi les tueries se sont-elles arrêtées dans Gaza maintenant que les forces de sécurité ont été battues ? Pourquoi des milliers de membres de la sécurité préventive ont-ils déposé leurs armes aussi vite ? Leur combat n'était pas cela. C'était une bataille contre la contra palestinienne, contre les seigneurs de la corruption dont le travail était d'acheter la conscience des combattants avec quelques centaines de dollars pendant que le reste de la nation ne recevait aucun salaire afin de terroriser et de soudoyer notre peuple. Des choses horribles se sont déroulées durant ces combats et nous ne savons pas réellement qui les a commises, même si les médias dominants aiment les attribuer au Hamas pour le diaboliser davantage ; mais chaque jour, une nouvelle vidéo arrive de Gaza nous montrant autre chose.

L'anarchie dans Gaza était prévisible : les combattants pour la liberté ne sont pas des saints. Gaza est une prison en plein air avec des ingérences sans limite des Israéliens. Les possibilités et les ressources ici sont très restreintes ; si vous mettez dans la même prison deux frères pourtant bien élevés avec des moyens de vivre réduits, ils se battront pour survivre. Dans Gaza, il y a des jeunes hommes qui n'ont rien fait d'autre que de se

battre dans leur vie. Ici, les gens ont plus de fusils que de pain. Avec des armes, certaines personnes marginalisées de la société ont acquis un statut et elles ne les abandonneront pas pour ne pas le perdre, même si c'est pour les utiliser à mauvais escient. Dans Gaza, vous vous sentez coupés du reste du monde. L'isolement peut lui aussi être un facteur pathogène générant une hostilité qui va se développer contre ceux qui se moquent à l'extérieur de la prison. Mais quand cette force extérieure est inaccessible pour pouvoir s'y affronter, colère et hostilité se retournent contre l'intérieur. L'état de chaos a fait des factions un refuge pour ceux qui ressentent le besoin de faire partie de quelque chose et d'être en sécurité. La polarisation a été très forte ; l'absence de nos deux pères - Yasser Arafat et Sheikh Ahmad Yassin - a créé un vide et a permis au chauvinisme factionnel et aux tendances doctrinaires de se mettre au premier plan.

Cela ne veut pas dire que la situation des Palestiniens est unique. Peu de pays ont échappé à la violence interne au sein de leur communauté alors qu'ils devaient s'affronter à une puissance extérieure. En matière sociopolitique, diviser et régner s'associent dans une stratégie politique, militaire et économique appliquée par une puissance qui veut s'imposer pour longtemps, cette stratégie fait éclater les concentrations importantes de pouvoir en morceaux qui, individuellement, sont plus faibles que la puissance optant pour cette stratégie.

De nombreux régimes coloniaux ont procédé ainsi en aidant et favorisant ceux qui étaient disposés à coopérer avec eux, souvent en leur donnant pouvoir et richesse mais en rendant leurs avantages personnels tributaires du régime colonial.

Actuellement, l'armée et les médias américains créent une opposition entre musulmans chiites et sunnites. Quand les Britanniques régnaient sur le Soudan, ils ont limité le passage entre le nord et le sud. Ils ont aussi négligé de développer le sud du Soudan et de faire rentrer des Soudanais du sud dans le gouvernement. Les disparités entre le nord et le sud ont favorisé la première et la seconde guerre civile soudanaise.

Quand la Belgique a pris le pouvoir en 1916, elle a défini comme « Tutsi » toute personne ayant plus de dix vaches ou un long nez, alors qu'être « Hutu » voulait dire qu'on avait moins de dix vaches ou un nez camus. La séparation socioéconomique entre Tutsis et Hutus s'est poursuivie après l'indépendance et a été un facteur majeur dans le génocide rwandais.

En Afrique du Sud, le parti nationaliste régnant a élaboré une politique secrète pour impulser et fomenter la violence entre les groupes noirs afin de détourner leurs attaques contre les Blancs et d'empêcher un front uni des Noirs contre les Blancs. Il y a eu la vilaine méthode du « supplice du collier » où l'on met le feu à des pneus, comme type de punition infligée dans les townships aux Noirs suspectés d'avoir collaboré avec l'ancien gouvernement blanc d'apartheid.

Bref, la guerre, partout, est un jeu très sale ; elle peut salir même les mains de ceux qui n'ont pas choisi d'y participer.

Le gouvernement démocratiquement élu est maintenant dissous. Le monde qui a boycotté les Palestiniens tous ces 17 mois verse maintenant des larmes de crocodiles sur « Gaza aux mains du Hamas » et a vite approuvé le gouvernement « modéré » nouvellement désigné, alors qu'il n'a aucun soutien populaire. Dans un proche avenir, ce gouvernement négociera en notre nom l'institutionnalisation de l'occupation au lieu de la faire cesser, et Gaza sera transformée en une colonie pénitentiaire, comme l'Île du Diable pour les « rejectionnistes » qui s'opposent aux plans israélo-américains pour notre avenir.

Ceux qui nous mettent en garde contre un Etat islamique et l'extrémisme à Gaza, c'est-à-dire contre les gens qui agissent pour les droits des Palestiniens et essaient réellement d'empêcher le vol ultime de la Palestine à son peuple par Israël, souhaitent pour nous un régime élitiste, autocratique, d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs, soutenu par les Américains et bien en phase avec les structures des puissances financières et économiques internationales. Ils sont prêts à monopoliser l'agenda national des Palestiniens et à dévoyer notre démocratie. Maintenant, des actes de vengeance et de vandalisme se déroulent en Cisjordanie et il semble que personne ne cherche à les arrêter. L'appel du Hamas au dialogue et pour une commission d'enquête a reçu un refus présidentiel, alors que dans le même temps, se manifestent une volonté et un désir présidentiels pour engager le dialogue avec l'occupant israélien qui assassine notre peuple chaque jour.

Quel remède à toute cette douleur ? Nous avons besoin d'une direction de Palestiniens, et pour les Palestiniens, qui pourra nous mener à la guérison et à la réconciliation et faire cesser tout acte de vengeance, effacer les traces et l'intolérance ; une direction qui protégera nos combattants pour la liberté de l'acte meurtrier.

La Palestine ne peut pas être opprimée pour toujours ; un système où les Palestiniens qui abandonnent leurs droits sont récompensés pendant que ceux qui combattent pour ces droits sont punis ne prospèrera pas indéfiniment ; si cela continue, les Palestiniens s'engageront simplement dans un plus grand militantisme.

L'invalidation des résultats électoraux par les milices est source de violence et d'instabilité. C'est ce qui est arrivé en Algérie au début des années 90, et ce fut la cause d'une instabilité et d'une souffrance humaine qui durent encore aujourd'hui.

Les Palestiniens ont un sens très fin et très aigu de la dignité car nous combattons contre un ennemi oppressant. Même la Nakba et la Naksa n'ont pu altérer ce sens de la dignité. La résistance des Palestiniens contre les Israéliens nous a inculqué la notion d'objectif, la notion du respect de soi-même et d'un très grand amour propre. Ce qui s'est passé à Gaza a blessé notre dignité nationale, profondément, et cette blessure ne guérira pas tant que nous ne serons pas réconciliés, que nous n'aurons pas surmonté nos comportements doctrinaires et nos révolutions polémiques, que nous ne travaillerons pas ensemble à notre projet de libération nationale.

Samah Jabr –

Samah Jabr est psychiatre en Palestine occupée. Après la Norvège où elle a participé début mai à une conférence sur la santé mentale dans les situations humanitaires, elle est allée en tournée en Afrique du Sud

parler de la situation en Palestine. De retour à Jérusalem, elle travaille à une pièce de théâtre. On peut la contacter à l'adresse : samahjabr@hotmail.com
Texte reçu de l'auteur par les Amis de Jayyous - publié aussi dans le *Palestine Times* - traduction : JPP pour les Amis de Jayyous

Du même auteur :

["Une alternative possible à l'amputation"](#)

Palestine Times - mardi 26 juin 2007

www.info-palestine.net

3-9 Point de vue de Kirsty Campbell, Jeremy Hobbs : Gaza : "La communauté internationale ferme les yeux".

Déchargée des camions dans le no man's land qui sépare Israël de Gaza, l'aide humanitaire continue à parvenir dans le territoire palestinien mais insuffisamment.

Les travailleurs humanitaires s'alarment de l'aggravation d'une situation jugée critique.

L'autorité d'occupation refuse de rouvrir le terminal de Karni, principal point de passage.

"Disons-le simplement : le noeud se resserre pour le moment", a déclaré à Reuters Kirsty Campbell, coordinatrice du Programme alimentaire mondial (Pam) à Gaza, en précisant que le volume de l'aide qui y parvient est "insuffisant".

Les prix des denrées alimentaires de base ont augmenté de 30% à 50%, bien que le Hamas ait pris des mesures pour contrôler l'approvisionnement en farine en tentant d'empêcher les commerçants de stocker, a-t-elle ajouté. Quant aux hôpitaux, ils sont à court de médicaments.

Selon les travailleurs humanitaires, le boycottage, depuis plus d'un an, du gouvernement d'union nationale a empêché les fonctionnaires palestiniens d'être payés, aggravant de ce fait une pauvreté déjà chronique à Gaza.

Si les pays donateurs ont levé aujourd'hui leur blocus en faveur de l'administration de crise du président Mahmoud Abbas en Cisjordanie, l'embargo reste en place contre celle du Hamas à Gaza, provoquant l'indignation de certaines organisations humanitaires.

Oxfam fait ainsi valoir que l'équipement hydraulique indispensable reste bloqué à la frontière depuis des mois et que, en conséquence, une installation de traitement des eaux usées menace de déborder en inondant des milliers de foyers et en contaminant l'eau potable destinée à 300.000 personnes.

"La communauté internationale ferme les yeux sur ses obligations humanitaires et laisse les souffrances s'aggraver", a déploré Jeremy Hobbs, directeur d'Oxfam International. "L'aide arrive au compte-gouttes. Nous exhortons les acteurs clés à résoudre une crise complètement évitable."

Certaines ONG estiment que le resserrement de l'état autour de Gaza va radicaliser ses habitants, mais les analystes politiques voient mal comment la communauté internationale peut aider de facto l'administration du Hamas, que non seulement l'autorité d'occupation mais désormais aussi le Fatah d'Abbas cherche à isoler complètement.

Le Pam a annoncé avoir pu faire parvenir 650 tonnes de vivres la semaine dernière à Gaza et espérait faire transiter lundi onze camions chargés par le petit point de passage de Sufa, mais le processus est tortueux. La grille s'ouvre d'abord du côté israélien pour permettre le déchargement des cargaisons. Puis, ce n'est qu'ensuite que la grille s'ouvre du côté de Gaza pour que d'autres camions prennent en charge les palettes déposées.

Sufa est avec Kerem Shalom l'un des deux points de passage assignés par l'autorité d'occupation à l'aide d'urgence. Mais ce dernier a été fermé ce lundi.

Avant le coup de force du Hamas, l'acheminement de l'aide et des marchandises commerciales indispensables à l'activité économique de Gaza transitait par Karni.

Selon Campbell, "il suffirait d'une roquette sur Sufa pour que le point de passage ferme", aussi faut-il, selon lui, s'assurer de l'ouverture d'un maximum de corridors car "chaque jour de fermeture de l'un d'eux entraîne actuellement des difficultés graves".

Source : Reuters - mardi 26 juin 2007.

3-10 Point de vue de Cirepal : Les amis arabes des Etats-Unis piétinent leur légalité.

Il semble bien que les amis arabes des Etats-Unis soient décidés à piétiner leur propre légalité. C'est semble-t-il, la nouvelle orientation américaine face à l'avancée des puissants courants de la résistance, qui ont réussi à porter des coups très importants aux forces coloniales, surtout au Liban, au cours de l'été 2006.

Après la phase « démocratique » américaine qui a en fait permis aux voix de l'opposition de s'exprimer plus franchement dans des Etats comme la Jordanie ou l'Egypte, et qui a montré la faiblesse structurelle de l'opposition souhaitée par les Etats-Unis, la nouvelle phase est en place : retour à la répression et aux décrets illégaux, comme en Jordanie où sévit une grave répression contre l'opposition nationale et en Egypte où le pouvoir profite de sa mainmise sur le parlement pour prendre des mesures antidémocratiques et renforcer le pouvoir du président. En Jordanie, les lois sur les publications et la presse tuent l'expression libre, ce qui n'a pas l'air de gêner outre mesure Reporters Sans Frontières. C'est ce climat de terreur que souhaitent les Etats-Unis

dans ces pays sensibles et limitrophes de la Palestine, après la victoire du Hamas aux élections, le développement de la résistance nationale en Palestine et la victoire de la résistance nationale libanaise, notamment du Hizbullah, en août 2006.

L'ouverture vers l'opposition prônée démagogiquement par les Etats-Unis n'a pas profité à leurs proches amis, malgré tous les dollars déversés pour les élever au rang de partenaires valables. C'est ce qui explique le retournement des Etats locaux contre les libertés publiques qu'ils avaient timidement osé et que se sont tues les voix des intellectuels ayant réclamé ces libertés. Ils préfèrent actuellement parler de géostratégie, expliquant clairement que leur alignement sur la politique américaine vise en fait à faire face à l'alignement des forces « obscures » (les forces de la résistance) sur l'Iran et la Syrie. En quelques phrases, ils ont muselé leurs prétentions antérieures, se sont débarrassés de toutes les fioritures qui empêchaient une réelle compréhension de leurs discours pour affirmer sans détours qu'ils sont des alliés des Etats-Unis contre la voie de la résistance, accusée du coup de servir les intérêts de l'Iran et de la Syrie.

Il est étonnant de voir comment, dès les premiers jours après la mainmise du Hamas sur les locaux des appareils sécuritaires, les voix des éradicateurs et des autres, par ignorance ou non, se sont multipliées pour dénoncer le rôle de l'Iran dans les événements. Que l'Etat sioniste déclare son soutien à la présidence, que les Etats-Unis et l'Europe applaudissent aux décrets anticonstitutionnels de Mahmoud Abbas, ne les gênent pas. Ils ne considèrent pas cela comme une intervention effrontée dans la vie politique palestinienne. Ce qui les gêne, ce sont les voix modérées qui réclament le dialogue, l'unité, le respect de la légalité en Palestine. De Palestine, de l'Egypte et de la Jordanie, des personnalités politiques extrémistes s'insurgent contre une telle demande : elles ne veulent pas l'unité des Palestiniens mais veulent éradiquer, elles ne veulent pas appliquer la légalité (le respect du conseil législatif) et accusent tour à tour l'Iran ou la Syrie, ou les deux à la fois, de soutenir le Hamas.

Le ministre égyptien des affaires étrangères ose même déclarer, sans craindre le ridicule, qu'il ne permettrait pas à l'Iran de menacer sa sécurité par le biais d'un Etat islamique à Gaza. Tout récemment, un journaliste se posait d'ailleurs la question de comment l'Iran pouvait intervenir dans les affaires de Gaza, sans passer précisément par l'Egypte ? Azzam Ahmad, représentant du Fatah au conseil législatif, Ahmad Abdel Rahman, conseiller du président, Yasser Abed Rabbo, transfuge du FDLP, promu au rang de chef de l'exécutif de l'OLP et principal signataire des accords honteux de Genève (abandon de la souveraineté sur al-Quds et remise en cause du droit au retour des Palestiniens) proclament à tour de rôle que le Hamas applique le rôle stratégique de l'Iran en Palestine, s'appuyant sur une déclaration iranienne souhaitant le respect de la légalité.

Cette situation rappelle très précisément celle qui prévaut au Liban. Pour éviter tout dialogue ou toute issue à la crise politique, le pouvoir accuse régulièrement, comme un leitmotiv, les forces de l'opposition de représenter les intérêts géostratégiques iraniens au Liban. Même le général Aoun est devenu, aux yeux des gens du pouvoir, un ardent défenseur de l'Iran. Que l'Iran dise ou ne dise pas un mot, fasse ou ne fasse pas un geste, la même rengaine est chantée : l'Iran intervient dans les affaires libanaises et tient le Liban en otage dans son conflit avec les Etats-Unis. Mais ils ne se posent pas la question de savoir pourquoi les Etats-Unis ont le droit, par le biais de leurs envoyés ou de leur ambassadeur, d'intervenir dans les affaires du Liban, pourquoi le tiennent-ils en otage avec la menace d'une guerre civile, reportée mais jamais enterrée, chaque fois que l'opposition fait un pas en direction du pouvoir ?

Ces forces pro-américaines, qu'elles soient au Liban ou en Palestine, ne craignent pas la guerre civile. Elles y appellent de toutes leurs forces pour éviter le passage pacifique des forces de la résistance au pouvoir. Les forces de la résistance sont accusées de tous les maux, et un responsable palestinien installé à Paris n'hésite pas à qualifier le Hamas de « talibans », comme si cette accusation pouvait encore avoir de l'effet ou égratigner nos âmes, après les horreurs des envahisseurs occidentaux en Afghanistan ou en Irak. Mais le message est clair : c'est un appel au monde occidental affirmant d'une part que les Palestiniens ou Libanais qui piétinent la légalité sont « civilisés » et d'autre part, que les forces de la résistance, légalement arrivées au pouvoir et dont la légitimité a été acquise par le devoir de résistance à l'occupation, doivent subir la colère des empires coloniaux. Le discours musclé de Mahmoud Abbas contre le Hamas ne laisse aucun doute : il s'agit bel et bien d'un appel à Israël, aux Etats-Unis et à l'Union européenne de faire la guerre ouverte au Hamas, et notamment contre la bande de Gaza.

La présidence palestinienne et surtout ses conseillers et éradicateurs ne veulent même pas que la Ligue arabe joue un rôle pour rapprocher les points de vue, entamer une discussion sérieuse et colmater les brèches. Cette nouvelle attitude veut rompre avec tout ce qui peut modérer, préférant au contraire l'alignement extrémiste sur les Etats qui, au sein de la Ligue arabe, poussent vers l'éclatement de la société palestinienne et le recul de la cause palestinienne. Au dernier conseil de la ligue arabe, les Etats se prononcent pour le soutien à la légalité palestinienne, représentée par la présidence et le conseil législatif. Au cours de la lecture du communiqué final, le délégué jordanien, s'imaginant dans une cour de récréation, « avale » les termes parlant du conseil législatif, voulant faire passer le communiqué pour un soutien unilatéral à la présidence.

C'est contre ce chemin dangereux et sans issue, sinon l'éclatement de la société palestinienne, que les forces nationales essaient de résister : le Hamas ne cesse de réclamer la voix de la raison, appelle à la discussion, demande une rencontre et une commission d'enquête et déclare être prêt à remettre les sièges des appareils sécuritaires. Le FPLP refuse d'entériner certaines décisions très graves du conseil central de l'OLP, réuni à Ramallah récemment : refus d'entériner la formation d'un gouvernement d'urgence, jugé illégal, refus d'entériner la mise au pas du conseil législatif élu et refus d'entériner les derniers décrets présidentiels, graves atteintes aux droits civiques palestiniens, remettant en cause la liberté d'association. Quant au Fatah, il semble tellement éclaté

entre plusieurs courants que les voix réelles de la résistance qui y existent ne parviennent pas encore à s'exprimer.

Le Hamas, comme le Hizbullah au Liban, sont puissants par le soutien populaire qu'ils mobilisent. Ce ne sont ni l'Iran, ni la Syrie, ni les Talibans ou Chavez qui les maintiennent en vie et leur permettent de gagner les cœurs des peuples et de revendiquer leur place dans la société. C'est d'abord leur stratégie de la résistance à l'entité sioniste qui a mobilisé non seulement leurs peuples à leurs côtés mais de vastes pans des sociétés arabes et musulmanes, avant d'être heureusement soutenus par des régimes, arabes ou musulmans et même au-delà, par intérêt ou par sympathie. Devant cette poussée criminelle américano-sioniste qui est prête à démanteler des sociétés par des guerres civiles ou par la partition des territoires, pour ne pas entériner la légalité de la résistance, il est évident que les deux principales forces de la résistance doivent être attentives à tout faux pas, qui risque d'être chèrement payé.

Face aux éradicateurs et dilapideurs des acquis des peuples dont le ton guerrier montre essentiellement leur faiblesse, elles ont tout à gagner dans la période à faire échouer les plans des Américains Dayton et Welsh, à rassembler les peuples autour de leur projet de résistance contre l'Etat sioniste, en maintenant leur esprit d'ouverture vers les autres couches de la population et empêcher coûte que coûte le démantèlement social. L'espoir de libération mis par les peuples arabo-musulmans dans ces forces doit les amener à la prudence et à considérer que cette phase cruciale réclame autant, sinon plus d'attention, que la lutte armée légitime contre l'Etat sioniste.

Cirepal

(Centre d'Information sur la Résistance en Palestine)
mercredi 27 juin 2007

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Robert Malley : "Sans accorder un rôle au Hamas, il ne peut y avoir ni sécurité ni processus de paix".

L'intégralité du débat (Le Monde) avec Robert Malley, directeur du programme Moyen-Orient à l'International Crisis Group et ancien conseiller pour le Proche-Orient du président américain Bill Clinton, lundi 25 juin 2007

Quelle est la situation actuellement à Gaza ?

Nous avons à Gaza une situation inédite, c'est-à-dire que le territoire est sous l'autorité d'un mouvement palestinien, le Hamas, et qui est presque détaché de ce qui se passe en Cisjordanie. Le défi pour le Hamas aujourd'hui c'est de montrer qu'il peut faire autrement et mieux que ses prédécesseurs en ce qui concerne le retour de la sécurité, de l'ordre, et de la loi à Gaza, qui a vécu le chaos et le désordre extrême.

Pensez-vous que le blocus décrété sur Gaza soit une bonne solution ?

Parler de blocus donne l'impression qu'il n'y a rien qui rentre à Gaza. Or Israël a permis l'entrée de certains camions, avec des vivres humanitaires. Mais c'est certainement insuffisant pour la population.

La politique décrétée par Israël et d'autres pays de la région consiste à montrer la différence entre ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie, l'idée étant de montrer au peuple palestinien qu'ils ont intérêt à se rallier derrière le Fatah et derrière le président Abbas, plutôt que derrière le Hamas, en soulignant la différence de niveau de vie entre Gaza et la Cisjordanie. Mais plus on discréditera le Hamas, plus on courra le risque de violence à Gaza ou en Cisjordanie et de durcissement du Hamas.

Pensez-vous que la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas soit définitive, ou du moins établie pour une longue période ?

Elle n'est probablement ni définitive ni de courte durée. Pas définitive, car le peuple palestinien ne peut accepter une division permanente entre Gaza et la Cisjordanie - cela signifierait la fin du mouvement national et la fin du rêve d'un Etat indépendant. A terme, il faudra bien que le Hamas et le Fatah s'entendent sur une redistribution équitable des pouvoirs politiques, sécuritaires et économiques.

Mais pas de courte durée non plus car on voit mal comment résoudre l'impasse actuelle dans l'immédiat. Les tensions sont vives, et les suspicions réciproques aussi. Le Fatah semble faire le pari de l'isolement et de l'affaiblissement du Hamas, ce qui en retour encouragera l'aile plus radicale du Hamas à se renforcer à Gaza et à refuser toute concession. C'est dire que les dynamiques actuelles - alimentées, hélas, par des pays tiers - ne prêtent guère à l'optimisme.

Israël a dit qu'il allait rendre à l'Autorité palestinienne les 600 millions de dollars qu'il lui doit ; à qui va profiter cet argent ?

Cet argent est nécessaire pour payer les employés de l'Autorité palestinienne, et c'est à cela qu'il ira très certainement. La question plus importante est de savoir s'il sera partagé équitablement entre la Cisjordanie et Gaza où si l'on va essayer de punir Gaza afin d'établir un contraste entre le territoire contrôlé par le Hamas et celui sous domination du Fatah. Ce serait, je l'ai déjà souligné, une erreur grave.

Quel avenir pour Mahmoud Abbas ?

Depuis les élections de Janvier 2006, Mahmoud Abbas est dans une position extraordinairement difficile, presque tragique. D'un côté, c'est lui qui a fait le pari de l'intégration du Hamas dans le système politique palestinien, estimant qu'il pourrait coopter le mouvement et donc le modérer. De l'autre, il a subi des pressions très fortes, de son propre camp comme de pays clés sur lesquels il comptait, tels les Etats-Unis, pour isoler le mouvement islamiste. Alors, il s'est trouvé avec un pied dans chaque camp. Résultat : le Hamas n'est ni coopté ni affaibli. A mon avis, le président Abbas a toujours un rôle essentiel à jouer, mais à condition qu'il s'affranchisse des pressions diverses et qu'il accepte de réintégrer le Hamas dans le dispositif politique. Mahmoud Abbas demeure indispensable : le Hamas a besoin de lui comme relais vis-à-vis de l'extérieur ; Israël a besoin de lui comme interlocuteur ; l'Occident a besoin de lui car il est le seul représentant crédible de l'aile pragmatique.

N'est-ce pas l'intérêt d'Israël d'affaiblir l'Autorité palestinienne pour dicter sa propre vision de l'indépendance de la Palestine ?

Je ne sais pas si cela est vraiment dans son intérêt, car sans Autorité palestinienne, Israël risquerait de faire face au chaos généralisé. Déjà, des voix s'élèvent du côté palestinien qui appellent à dissoudre l'Autorité et à obliger Israël à faire face à ses responsabilités de puissance occupante. Mais il est sûr que depuis le déclenchement de la seconde intifada palestinienne en 2000, le résultat objectif de la politique israélienne a été d'affaiblir l'Autorité palestinienne, de la rendre moins crédible aux yeux de sa propre population et donc moins capable d'assurer l'ordre et la sécurité.

Quant à l'indépendance de la Palestine, je crois que tout le monde aujourd'hui - la majorité des Israéliens et des Palestiniens compris - a bien conscience que c'est une des conditions nécessaires à une paix durable et équitable.

Tout ce qui se passe en ce moment, que ce soit du côté palestinien ou israélien, ne fait que retarder cette échéance, multiplier les victimes, et rendre d'autant plus difficile la seule solution possible, c'est-à-dire la coexistence entre deux Etats voisins.

A qui profite la situation actuelle, comment pensez-vous qu'elle va évoluer ?

Il est bien plus aisé de désigner ceux à qui la situation actuelle ne profite pas ! Les Palestiniens, en tout premier lieu, victimes de leurs divisions et de l'attitude de la communauté internationale. La séparation géographique entre Gaza et la Cisjordanie, tout comme la séparation politique entre le Hamas et le Fatah, sont catastrophiques pour le peuple palestinien, qui n'avait décidément pas besoin de cela.

Mais j'estime qu'Israël non plus n'en profite guère, car des Palestiniens affaiblis et divisés ne seront pas en mesure d'assurer la sécurité de leurs voisins ni de s'engager dans un processus de paix véritable.

Enfin, l'Occident - coupable d'avoir imposé des sanctions à l'encontre de l'Autorité palestinienne, d'avoir boycotté le Hamas plutôt que d'essayer de le coopter, et donc d'avoir contribué à la confrontation interpalestinienne - ne sort pas renforcé de cette épreuve. Car les risques de radicalisation de la population palestinienne et de progression d'une mouvance djihadiste en son sein ne sont pas minces.

Quant à l'évolution de la crise, il est difficile de la prévoir. Pour l'instant, j'imagine que le statu quo - le Hamas contrôlant un Gaza soumis à un isolement difficile ; les forces loyales à Abbas tentant d'établir leur suprématie en Cisjordanie avec l'aide de nombreux pays tiers - va continuer. Mais, à un moment ou un autre, le président Abbas verra la nécessité de renouer le fil avec le Hamas, nonobstant les propos très durs qu'il tient aujourd'hui à leur égard.

A ce moment-là, de deux choses l'une : ou bien la communauté internationale comprendra son attitude, et acceptera que sans consensus palestinien et donc sans accorder un rôle au Hamas, il ne peut y avoir ni sécurité ni processus de paix ; ou bien elle répétera ses errements du passé et tentera de décourager Abbas de poursuivre dans cette voie. Dans ce cas, le pire - c'est-à-dire l'intensification des violences israélo-palestiniennes et interpalestiniennes - sera à craindre.

Peut-on envisager que le Hamas, confronté aux difficultés économiques et sociales qu'implique la gestion de Gaza, puisse modérer ses revendications politiques, passant du terrorisme à une politique classique, et cherche un compromis avec Israël ?

Certains ont maintenu depuis les élections de janvier 2006 que, confronté aux exigences du pouvoir, le Hamas modérerait non pas tellement ses revendications mais sa pratique. En d'autres termes qu'il accepterait un cessez-le-feu global et réciproque et qu'il ne ferait pas obstacle aux efforts de paix du président Abbas.

Malheureusement, cette thèse n'a jamais pu être vérifiée car le Hamas - en raison des sanctions internationales - n'a jamais eu de véritable possibilité de gouverner.

Personnellement, je ne crois pas que le Hamas soit sur le point de modérer ses revendications ; il estime être allé assez loin en acceptant le principe d'un Etat sur les frontières de 1967 et l'idée que tout accord de paix soit soumis à un référendum populaire, et refuse obstinément l'idée de reconnaître Israël. Par contre, on peut envisager à nouveau un marché implicite entre Hamas et Israël, Hamas pouvant gouverner à Gaza en échange d'un cessez-le-feu mutuel. Cela pourrait se faire, en commençant par exemple par la libération du soldat israélien en échange de prisonniers palestiniens.

Un retour de l'armée israélienne à Gaza est-il possible ?

Possible, mais guère probable. Israël a quitté Gaza pour de bonnes raisons : il n'en voulait plus. Essayer de reprendre le contrôle de Gaza nécessiterait une vaste opération militaire à la fois extrêmement risquée et sans garantie de succès.

Cela dit, si une roquette palestinienne par malheur provoquait de nombreuses victimes israéliennes, aucun gouvernement israélien ne pourrait résister à la pression populaire et politique. Un retour de l'armée à Gaza serait, dans ce cas, presque une certitude.

La crise dans la bande de Gaza peut-elle se résoudre sans l'intervention de forces internationales ? L'intervention de forces internationales n'a rien à voir là-dedans. Elle ne peut se résoudre par voie militaire, mais uniquement par voie politique, c'est-à-dire à terme par un accord entre le Hamas et le président Abbas. Aujourd'hui, vu les hostilités, la haine même, cela paraît difficilement envisageable. Mais la Palestine forme un tout, Abbas veut être le président de tous les Palestiniens, et sans accord interpalestinien, rien ne pourra se faire. Quels obstacles y a-t-il à ce que la région de Gaza soit administrée et sécurisée par un tiers indépendant, tel que l'ONU ?

Un seul, mais il est de taille : le Hamas contrôle Gaza et ne veut pas de présence d'un pays tiers ou de l'ONU. Après l'Irak, qui donc peut envisager l'envoi de troupes dans un environnement hostile et où les armes surabondent ? Cela n'a pas de sens.

Selon vous, la communauté internationale a-t-elle encouragé Abou Mazen à lâcher la bande de Gaza pour sortir d'une situation de blocage ? Peut-on imaginer que le Fatah, Israël et le reste de la communauté internationale s'accommode parfaitement bien de cette situation actuelle qui permet d'isoler le Hamas ?

Non, je ne crois pas à la thèse du plan machiavélique qui aurait permis à Abbas de se défaire du gouvernement d'Union et au Hamas d'hériter de ce cadeau empoisonné qu'est Gaza. Les événements de Gaza constituent un revers important pour tous ceux qui avaient soutenu les forces loyales à Abbas.

Cela étant, il ne fait guère de doute dans mon esprit que la communauté internationale - par là j'entends surtout les Etats-Unis et l'Europe - ont involontairement contribué à ce dénouement. Depuis janvier 2006, ils n'ont eu de cesse d'essayer d'affaiblir et de marginaliser le Hamas dans le but non avoué (et chimérique) d'accélérer sa chute.

Ce faisant, elle a fait deux choses : d'un côté, elle a renforcé parmi certains membres du Fatah l'illusion qu'ils pourraient bientôt revenir au pouvoir ; de l'autre, elle a renforcé ceux qui, au sein du Hamas, n'ont jamais cru à l'option politique et ont pu crier au complot international visant à les défaire.

L'aile militante et militaire du Hamas a eu beau jeu de dire : voyez, ils ne nous laisseront jamais gouverner ; ils cherchent à nous affaiblir et à retourner la population contre nous ; entre temps, ils arment le Fatah et lui fournissent aide et argent ; par conséquent, plutôt que d'attendre que les forces du Fatah soient plus fortes que nous, attaquons pendant que nous avons encore l'avantage.

Le résultat est sous nos yeux et il est tragique. Il est grand temps que l'on cesse de s'ingérer dans les affaires intérieures palestiniennes. A force de jouer avec le feu, tout le monde brûlera...

Chat modéré par Celia Meriguet et Anne-Gaëlle Rico

jeudi 28 juin 2007.

PS : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteurs, mais doit être vu comme information

4-2 La Paix Maintenant : Israël doit lever 43 barrages en Cisjordanie.

Le mouvement anti-colonisation la Paix Maintenant a appelé [Israël](#) à lever immédiatement 43 barrages routiers en Cisjordanie pour améliorer les conditions de vie des Palestiniens.

Cet appel apparaît dans un rapport publié mercredi à l'occasion d'une tournée en [Cisjordanie](#) organisée à l'intention de la presse.

Il intervient également à la suite d'une promesse du Premier ministre israélien [Ehud Olmert](#) lors du sommet quadripartite de [Charm el-Cheikh](#) (Egypte), lundi, de faciliter les déplacements des Palestiniens dans ce territoire.

"Si le gouvernement israélien est sérieux dans sa volonté de négocier, la chose la plus facile serait pour lui de supprimer 43 barrages internes en [Cisjordanie](#) afin de faciliter la liberté de circulation des Palestiniens", a affirmé à l'AFP Hagit Ofran, une responsable de la Paix Maintenant.

"Ces barrages +internes+, situés entre des villes palestiniennes de la région, ne sont pas indispensables pour assurer la sécurité des citoyens israéliens et affectent en revanche gravement la vie quotidienne des

[Palestiniens](#)", a-t-elle ajouté.

Selon elle, il y a actuellement pas moins de 560 barrages routiers en [Cisjordanie](#), dont 467 non surveillés en permanence par l'armée et constitués par des blocs de béton, des barrières ou des tas de terre, que les Palestiniens sont contraints de contourner.

Il y a en outre 93 barrages routiers permanents surveillés par l'armée israélienne, dont 43 dits "internes" érigés entre les villes palestiniennes, 15 dans la ville de Hébron, et enfin 35 autres donnant accès au territoire israélien.

"Ces barrages +internes+ permettent parfois d'assurer la sécurité des colons israéliens, mais très rarement celle des citoyens en [Israël](#), et il n'est donc pas justifié qu'ils soient érigés en permanence", a encore dit Hagit Ofran. Elle a tenu ces propos non loin du barrage routier de Wadi Nar, limitrophe de la colonie de Maale Adoumim (31.000 habitants) et du village palestinien de Sawahre, surnommé "le goulot d'étranglement", car il contrôle tout le trafic routier entre le nord et le sud de la [Cisjordanie](#).

Dans un communiqué, l'organisation israélienne B'Tselem pour les Droits de l'Homme a de son côté indiqué avoir adressé au Premier ministre [Ehud Olmert](#) un plan en quinze points préconisant la levée "immédiate" de barrages, obstacles ou restrictions, "qui ne semblent pas avoir d'intérêt sécuritaire ou causent un préjudice disproportionné à des centaines de milliers de Palestiniens".

Selon B'Tselem, "il est difficile de déterminer si ces mesures résultent de la bêtise ou de la cruauté, surtout au vu des déclarations du Premier ministre selon lesquelles Israël n'est pas indifférent aux souffrances des Palestiniens".

Source Afp - 27-06

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Discours de Haniya : "La faction traître" à l'intérieur du Fatah.

Khaled Amayreh : Dans un discours décisif, Haniya dénonce "la faction traître" à l'intérieur du Fatah

"Ne vous bercez pas d'illusion, et ne courez pas après un mirage. L'Amérique et Israël ne vous donneront rien. Ne courez pas après le mirage, croyant que c'est de l'eau. Les Américains ne vous donneront rien, les Israéliens ne vous donneront rien. Nous ne récupérerons notre patrie usurpée que par la fermeté et la résistance."

Ismail Haniya, Premier Ministre du gouvernement palestinien élu démocratiquement, a déclaré qu'une faction traître à l'intérieur du Fatah, claire allusion au groupe de Mohammad Dahlan, avait tramé un complot et amassé des armes pour faire échec à l'Accord de La Mecque et renverser le gouvernement d'unité nationale.

Dans un discours d'ensemble qui a duré près de deux heures, Haniya a dit avoir prévenu le Président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud Abbas qu'un coup d'Etat soutenu et armé par les USA était préparé par "une faction traîtresse".

Il a précisé que la réelle dichotomie n'était pas entre le Fatah et le Hamas, mais plutôt entre le peuple palestinien d'un côté, et l'occupation israélienne de la Palestine, l'oppression et la persécution continue du peuple palestinien de l'autre.

Ci-dessous quelques extraits de son discours :

"Je veux dire ceci aux fils et aux filles de notre grand peuple : nous ne laisserons pas les problèmes internes et les différences éclipser le problème central, qui est l'occupation sioniste de notre terre.

"Le régime israélien essaie maintenant de manipuler les derniers événements pour accomplir certains buts. Les israéliens versent de l'argent au régime Abbas et rendent les revenus des taxes de douane. Ils essaient de soudoyer le peuple palestinien pour qu'il se soumette. En même temps, ils resserrent le blocus de Gaza et organisent des conférences au sommet, et, par-dessus tout, ils continuent d'emprisonner notre peuple, comme Sheikh Saleh al Aruri, qui a déjà passé 15 ans dans les prisons israéliennes (Saleh Arura a été kidnappé par l'armée israélienne samedi dernier 23 juin, chez lui, près de Ramallah, ndt.).

"Il n'est pas besoin de dire que tout ce ceci n'est fait que pour permettre à Israël d'être l'ultime acteur des événements, le maître de la situation.

"Toutefois, je veux souligner que je ne suis pas contre la remise de l'argent gelé, c'est un droit naturel, et cela ne me gêne pas. Mais je souhaite que ce transfert d'argent ne soit pas l'objet d'un chantage politique et qu'il soit versé à tous les Palestiniens sans discrimination."

L'Amérique et Israël ne vous donneront rien

Haniya s'est adressé aux dirigeants arabes, y compris Mahmoud Abbas, Président de l'AP, qui vont se réunir avec le Premier Ministre israélien Ehud Olmert à Sharm al Sheikh aujourd'hui lundi.

"Ne vous bercez pas d'illusion, et ne courez pas après un mirage. L'Amérique et Israël ne vous donneront rien. Ne courez pas après le mirage, croyant que c'est de l'eau. Les Américains ne vous donneront rien, les Israéliens ne vous donneront rien. Nous ne récupérerons notre patrie usurpée que par la fermeté et la résistance."

"Ils ont conspiré contre nous depuis le premier jour"

Haniya a fait un compte rendu détaillé de la conspiration américano-israélienne contre le gouvernement palestinien immédiatement après que l'Hamas ait gagné les élections législatives de janvier 2006.

Il a cité plusieurs éléments du plan soutenu par les USA pour renverser le Hamas et faire échec aux résultats des élections, dont :

1. étranglement économique imposé par les USA, l'Europe et renforcé par Israël et quelques Etats arabes.
2. paralyser le Conseil Législatif Palestinien nouvellement élu en enlevant et emprisonnant 45 députés, dont 40 du Hamas. Les mesures israéliennes, a dit Haniya, ont coïncidé avec les efforts "de l'intérieur" pour paralyser le Conseil.
3. La rébellion interne s'est exprimée de plusieurs façons, en particulier en privant de pouvoir le gouvernement et en le dépouillant de ses principales prérogatives, en lui mettant "des bâtons dans les roues" et en générant l'anarchie, l'insécurité et les troubles. Ce fut une rébellion systématique et bien planifiée.
4. En fournissant à la faction traître du Fatah des armes et de l'argent par l'intermédiaire du Général Keith Dayton. Nous savons que ces armes ont été envoyées à Gaza, quelquefois ouvertement, quelquefois secrètement. Ces armes nous ont fait comprendre que quelque chose se tramait contre le peuple palestinien. Haniya a révélé qu'un fonctionnaire proche affilié au Fatah lui avait laissé entendre que les Américains ne voulaient pas que le Hamas reste au pouvoir. "Ils voulaient nous virer, par tout moyen nécessaire."

"Nous avons résisté"

Haniya a déclaré que le gouvernement avait résisté parce que *"nous ne sommes pas en charge d'un siège, ou d'une autorité, ou d'un conseil législatif. Nous sommes chargés de la cause palestinienne. C'est pourquoi nous avons résisté et que nous avons soutenu toutes les pressions, nous n'avons pas bougé, parce que nous sommes les serviteurs du peuple palestinien."*

Haniya a dit qu'il y avait, à l'intérieur du Fatah, une faction qui voyait l'Accord de La Mecque comme un épisode passager, et non comme un agrément durable qui devait être respecté et appliqué.

"Les Américains et les Britanniques n'ont pas accepté l'Accord de La Mecque, et dès le tout début, ils ont cherché à le contrecarrer en armant et finançant la faction traître".

"Dès que nous sommes revenus de La Mecque, les problèmes ont réapparu. Les armes sont entrées dans Gaza, les incitations contre nous venaient de partout, et toutes sortes de provocations ont été faites contre nous. Des frictions ici et là, des rues bloquées et des checkpoints dans les rues. Alors nous avons demandé : est-ce que c'est sur ça que nous nous sommes mis d'accord à La Mecque ?

"On sentait venir le point d'explosion.

"J'ai envoyé une lettre confidentielle au Président Abbas, lui détaillant ce qui était en train de se passer. Je l'ai informé que des choses très sérieuses étaient en train d'être préparées et que cela aurait des graves conséquences sur l'unité nationale palestinienne et sur les intérêts de notre peuple.

"Ensuite tout est devenu chaotique. Des grèves générales ont réapparu. Qui était derrière ces grèves ? Ceux qui voulaient renverser le gouvernement.

"Les grèves ont continué et aucun dialogue sur une réforme et une restructuration de l'OLP n'a pu avoir lieu. Dans les faits, l'Accord de La Mecque a été désactivé par les mains de la faction traître... et ensuite ils ont attaqué ma maison à la grenade anti-char.

Le Plan Dayton

Haniya a ensuite expliqué le plan Dayton, disant que 80 millions de dollars ont été alloués pour renverser d'abord le gouvernement dirigé par le Hamas, et ensuite le gouvernement d'unité nationale.

Il a déclaré que le plan Dayton avait pour but de ruiner nos efforts de réforme des services de sécurité.

"Lorsque nous avons essayé de réformer les services de sécurité, la situation nous a explosé à la figure. En bref, ils voulaient exclure et supprimer le Hamas, à n'importe quel prix, mais à celui d'une guerre civile sanglante."

Le problème n'est pas avec le Fatah

Haniya a répété que le problème n'était pas entre le Hamas et le Fatah.

"Le problème est avec une certaine faction au sein du Fatah, qui est arrivée à contrôler le Fatah et l'Autorité Palestinienne, une faction qui se sert de l'argent, des armes et du soutien américains pour intimider et détruire le gouvernement palestinien légitime pour servir les intérêts israéliens.

"Nous avons découvert de nombreuses preuves révélant l'ampleur des dégâts que ces gens auraient provoqué à la cause palestinienne et au peuple palestinien.

"Je suis sûr que lorsque nous montrerons ces documents, nombreux sont ceux qui seront choqués par l'audace de ces éléments."

Le Conseil Central de l'OLP

Haniya a critiqué les conseils central et national de l'Organisation de Libération de la Palestine, accusant la direction de l'Autorité Palestinienne de s'en servir pour entériner, sans discussion, une politique et des décisions qui vont au détriment des intérêts du peuple palestinien.

"Je ne comprends pas pourquoi ils invoquent le Conseil Central quand ils en ont besoin, et l'oublent quand cela les arrange.

"Le Conseil Central est-il sollicité seulement lorsque l'Autorité Palestinienne veut faire des concessions à Israël au dépens de notre peuple ?

"Pourquoi le Conseil n'intervient-il pas lorsque notre peuple assiégé souffre ?

"Pourquoi ne s'est-il pas réuni pour discuter de l'enlèvement par Israël de nos députés et ministres ?

"Pourquoi n'est-il pas intervenu lorsque Yasser Arafat a été assassiné ?

"Pourquoi n'est-il pas intervenu pour discuter de la tragédie de notre peuple dans le camp de réfugiés de Nahr al Bared ?

"Pourquoi n'est-il pas intervenu lorsque Sheikh Yasin et al-Rantissi ont été assassinés par Israël ?

"Pourquoi se réunit-il seulement pour révoquer la Charte Nationale Palestinienne et dissoudre le gouvernement légitime démocratiquement élu ?"

Haniya s'est moqué de ceux qui accusent le Hamas d'avoir fait un coup d'Etat contre la légitimité.

"Comment pouvons-vous nous faire un coup contre nous-mêmes ? Nous faisons partie de la légitimité palestinienne. Nous avons gagné la confiance de notre peuple par les urnes. Comment peut-on se retourner contre soi-même ?"

Haniya a souligné que le *"gouvernement d'urgence"* basé à Ramallah et dirigé par Salam Fayyad était illégal et abusif et que le gouvernement basé à Gaza était le gouvernement légitime. Il a dit la *Législation Fondamentale Palestinienne* ne prévoyait rien qui ressemble à un *"gouvernement d'urgence."*

Haniya a démenti les déclarations de désinformation d'Israël et du Fatah selon lesquelles le Hamas voulait établir un émirat islamique, ou un Etat de style taliban, à Gaza.

"Gaza est partie intégrante de la Palestine, et les Gazans sont une partie intégrante du peuple palestinien."

Il a accusé Abbas et ses factieux de prendre des décisions et d'émettre des ordres exécutoires qui consolideront la "séparation de Gaza". Enfin, Haniya s'en est violemment pris à l'Autorité Palestinienne pour avoir permis "cette indécente rupture de la loi et de l'ordre en Cisjordanie."

Il faisait référence aux déchaînements sanglant et violents des gangsters du Fatah contre les militants du Hamas, leurs maisons et leurs commerces.

Source : [Palestine Info](#)

Traduction : MR pour ISM

Source : [Palestine Info](#)

5-2 Anwar Raja, du FPLP-CG : "Sans l'encerclement des putschistes, il y aurait eu une guerre civile".

Interview exclusive d'Anwar Raja, du Front Populaire de Libération de la Palestine - Commandement Général, effectuée par le Centre Palestinien d'Information Anwar Raja, membre du bureau politique et responsable du média central du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, commandement général, confirme, dans cette rencontre, que le Hamas était obligé d'aller au bout pour mettre fin à la situation intenable. La bande de Gaza allait vite vers une guerre civile, vue les préparations et les mobilisations du courant putschiste soutenu par les Sionistes et les Américains.

Il a mis sous la lumière les raisons de l'explosion de la sécurité dans la Bande. Il a aussi parlé des décisions du président Abbas Mahmoud Abbas : dissoudre le gouvernement palestinien d'union nationale et déclarer l'état d'urgence. Il nous a également donné son point de vue concernant les moyens de sortir de la crise actuelle dans l'interview ci-après, traduite de l'arabe et résumée par le soin de notre centre **CPI**.

CPI : Quelle est votre lecture des événements récents de Gaza ?

Anwar Raja : La bande de Gaza a connu une escalade sans précédent d'une anarchie sécuritaire incontrôlable. Le courant putschiste de Mohammed Dahlan était devenu un fardeau trop lourd pour le peuple palestinien qui vit déjà dans des situations catastrophiques avec la continuation de l'agression israélienne et le siège occidental. Le Front Populaire pour la Libération de la Palestine – commandement général – observait ce qui se passait dans la Bande, en se rendant compte que ces putschistes ne peuvent voir la maison intérieure palestinienne réorganisée, étant en relation directe avec des plans sionistes et américains.

Chaque fois que le Hamas se met d'accord avec la présidence palestinienne, au Caire, à Damas ou à la Mecque, une tournée d'anarchie sécuritaire vient perturber la scène politique et la rendre encore plus tendue. Il a donc fallu faire un pas, bien nécessaire pour mettre fin aux souffrances de notre peuple et pour que la résistance palestinienne puisse continuer.

Il est vrai que l'arme ne doit jamais être orientée que vers l'occupant, mais le Hamas s'était trouvé obligé de nettoyer les sièges de la sécurité de ces éléments putschistes armés et financés par l'Entité sioniste et l'administration américaine. La politique de "*l'anarchie créative*" appliquée par cette dernière a montré ses limites destructrices notamment en Irak.

Toutefois, il faut faire la distinction entre ces putschistes et les chers frères du mouvement du Fatah qui possède une histoire bien longue de lutte contre l'occupation israélienne.

CPI : Le Hamas n'avait-il pas un autre choix pour retenir la crise ?

Anwar Raja : Il revient au Hamas de répondre à cette question. Mais on a remarqué des affaires très douteuses ; le courant putschiste a droit à un maximum de soutien financier, militaire et logistique. Les partisans de ce courant ont même droit à un camp d'entraînement à Jéricho.

Pire, des personnalités palestiniennes incitaient les pays européens pour qu'ils renforcent le siège imposé au peuple palestinien, simplement pour aggraver les pressions sur le Hamas, ainsi que sur le gouvernement d'union nationale !

CPI : Qui est le vrai responsable de l'aggravation de la situation dans les territoires palestiniens ?

Anwar Raja : Sans équivoque, les Américains sont les premiers responsables, en soutenant l'agression israélienne et en renforçant le siège sur notre peuple. Les pays européens et arabes portent aussi une grande part de cette responsabilité. Et puis, le président de l'Autorité Palestinienne n'est pas innocent de toutes ces agitations par sa passivité dans l'application des résultats de tout dialogue national.

CPI : Après les derniers évènements de la bande de Gaza, Abbas a déclaré l'Etat d'urgence et a constitué un gouvernement exécutif ?

Anwar Raja : C'est vrai que le président possède le droit de dissoudre le gouvernement, mais c'est au même gouvernement de faire marcher les affaires courantes jusqu'à la constitution d'un nouveau cabinet approuvé par le Conseil législatif palestinien. Ainsi l'acte du Président ne fait que compliquer les choses.

De plus, il crée une réelle séparation entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Abbas aurait dû entamer un

dialogue national pour étudier la crise actuelle pour ensuite chercher et trouver les moyens nécessaires pour la résoudre.

CPI : L'acte du président de l'autorité pourra-t-il diviser la scène palestinienne ?

Anwar Raja : C'est la première chose qui nous préoccupe. La composition d'un gouvernement en Cisjordanie et l'existence d'un deuxième, encore légitime, dans la Bande, constituent une menace dangereuse pour la cause palestinienne.

CPI : Si Abbas ne change pas sa position, l'autorité palestinienne s'effondrera-t-elle ?

Anwar Raja : L'autorité palestinienne était déjà mort-née, en 1994. L'Intifada d'Al-Aqsa a aggravé les choses, si c'était possible. En fait, l'occupation israélienne a tout détruit. Elle n'a laissé pour cette autorité que la forme que les Américains tout autant que les Israéliens veulent préserver. Si Abbas ne change pas sa position, tout s'effondra, très rapidement.

CPI : L'effondrement de l'autorité palestinienne sera-t-il vu comme une indication négative ou tout au contraire positive ?

Anwar Raja : Cet effondrement laissera sur la scène palestinienne un vide réel. Toutes les factions doivent rapidement entamer un dialogue sérieux et responsable pour restaurer l'OLP pour qu'elle représente au mieux les Palestiniens de l'intérieur tout autant que de l'extérieur.

Si cet effondrement a lieu, les Palestiniens sont par ailleurs capables de remettre de l'ordre à l'intérieur de leur maison. La région est de plus en plus favorable au choix de la résistance comme étant le moyen principal pour reprendre les droits, d'autant que le choix de la négociation et de la tractation n'a fait que des dégâts aux droits du peuple palestinien.

CPI : Comment la situation palestinienne pourra-t-elle être redressée ?

Anwar Raja : Pour redresser la scène palestinienne, il faut, au premier abord, réaliser un dialogue national basé sur un programme politique renforçant la résistance de notre peuple de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ensuite, il faut réformer l'OLP sur une base d'un partenariat réel et d'un programme national qui préserve les droits de notre peuple et redonne à notre peuple de l'étranger sa position et redonne ensuite à la cause palestinienne sa profondeur arabo-islamique.

L'affaire la plus importante reste le renforcement de la résistance contre l'occupation.

En somme, la résistance est non seulement l'unique moyen qui pourra vaincre l'occupation, mais aussi un moyen qui pourra éloigner de l'intérieur de la maison palestinienne toutes raisons de division et de conflit, sur le chemin de la libération.

Source : [Palestine Info](#)

Damas - 21-06-2007

5-3 Déclaration commune de plusieurs organisations communistes et socialistes : Au sujet de la situation en Palestine.

C'est remplis de tristesse et conscients du danger qui menace la cause palestinienne dans son ensemble, que nous suivons la situation en Cisjordanie et à Gaza, où se déroulent des affrontements fratricides pour un pouvoir sous occupation, les uns et les autres se targuant de la légitimité. Or cette légitimité n'appartient qu'aux forces de la Résistance et par conséquent, aucune autorité impliquée dans ces affrontements ne peut s'en prévaloir.

Le peuple palestinien, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a donné la majorité au mouvement Hamas parce qu'il le considérait comme une force de Résistance, oeuvrant pour la libération de la Palestine. Il a marginalisé le Fatah, en raison de sa politique et la corruption de son appareil. Mais cela n'autorise pas le Hamas à pratiquer le meurtre pour défendre son pouvoir et à prendre le contrôle de la bande de Gaza, -quelles que soient la corruption et l'anarchie pratiquées par l'appareil du Fatah,- parce que la situation devient trop dangereuse pour être réglée d'une manière aussi insensée.

De toute évidence, le succès du Hamas aux élections législatives créait une ambiguïté. Celle-ci ne devait pas se développer et durer, sous peine d'aboutir inévitablement à des destructions et des affrontements fratricides, chaque partie s'accrochant à son autorité et essayant d'imposer sa logique. La question est celle d'une Autorité qui n'exprime plus un projet national, parce que, dès l'origine, l'Autorité d'autonomie n'était pas un projet national. Le Hamas s'est trouvé devant une alternative : ou bien abroger les accord d'Oslo et, par conséquent, - puisqu'il refusait ces accords-, dissoudre l'Autorité pour constituer une direction nationale de la Résistance ; ou bien rester dans une position d'opposition, non pas parce qu'il fallait que ce soit le Fatah qui incarne l'Autorité, mais parce que tout autre choix allait inévitablement aboutir aux événements actuels et mener vers une guerre civile continue; l'Etat sioniste en profiterait pour accentuer le blocus sur la bande de Gaza, aggravant encore davantage la situation du peuple, pour intensifier ses offensives militaires, détruire les infrastructures et attiser les violences, favorisant les uns aux dépens des autres, le but recherché n'étant pas de soutenir le Fatah, mais de faire durer les affrontements et la violence fratricides, de plonger les Palestiniens dans une guerre incessante. Il s'agit par là de détruire la cause palestinienne tout entière et de cacher toutes les pratiques sionistes en Cisjordanie, l'achèvement du mur de séparation, l'extension des colonies, l'enfermement des Palestiniens dans des cantons non viables pour les dépouiller des structures économiques et vitales les plus élémentaires.

Loin de s'arrêter à la mainmise du Hamas sur Gaza et à celle du Fatah sur la Cisjordanie, cette situation va embraser les affrontements fratricides dans la bande de Gaza et l'Etat sioniste, prétextant la mainmise du Hamas sur Gaza, va jouer un rôle actif, pratiquant intrusion et agressions, oeuvrant pour que les affrontements fratricides se poursuivent.

Nous condamnons les affrontements fratricides, nous condamnons les politiques qui consistent à s'agripper à une Autorité d'autonomie sous occupation, qui n'a rien à apporter au peuple palestinien; nous appelons au retour à la Résistance, par le biais d'une direction unifiée qui coordonne les activités de résistance, gère les affaires du peuple palestinien, comme l'ont fait les dirigeants de la première Intifada, se concentre sur l'objectif qui unit tous les combattants palestiniens, toutes les forces de libération, tous les patriotes dans le monde arabe : la défaite du projet sioniste.

La poursuite des affrontements fratricides, la poursuite de la lutte pour le pouvoir servent le projet sioniste et y contribuent: détruire la bande de Gaza, achever la mainmise sur la Cisjordanie, défigurer la cause palestinienne afin qu'elle ne symbolise plus la libération et la lutte contre l'impérialisme.

C'est pourquoi il est nécessaire à nos yeux que les forces de la Résistance palestinienne unissent leurs efforts pour intensifier la résistance contre le sionisme et constituer des instances de direction pour le peuple palestinien différentes de celles qui existent actuellement, fondées sur des bases démocratiques et une politique dont l'essence est la résistance à l'occupation.

Le peuple palestinien a besoin aujourd'hui plus que jamais de renforcer l'unité nationale, de refuser la division et les luttes fratricides, pour unir la patrie et le peuple, s'attacher à ses objectifs nationaux et ses droits historiques à un Etat palestinien démocratique.

20-07-2007

Front Populaire de Libération de la Palestine

Parti d'Action Communiste (Syrie)

Comité de coordination des membres du Parti Communiste Syrien (Bureau Politique)

Parti du Travail Patriotique et Démocratique (Tunisie)

Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (Maroc)

Parti de la Voie Démocratique (Maroc)

Comité des communistes syriens

Parti Socialiste du Peuple (Egypte)

Parti Communiste des Travailleurs (Tunisie)

Salameh Keileh

<http://www.hezbelamal.org/sitefrançais/>